

LE 3 OCTOBRE — DIX HEURES POUR RADIO-LIBERTAIRE (voir p. 11)

T2137-455-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

hebdô



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 455 JEUDI 30 SEPTEMBRE 1982 6,00 F

LA PAIX DES CIMETIERES



F.P. 2520

LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YZEURE
 ARDECHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENNES - ROCHEFORT
 COTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANCON
 FINISTERE : BREST
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HAUTE-GARONNE : TOULOUSE
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ETIENNE
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : PLUVIGNER
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : BEAUVAIS
 ORNE : FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
 RHONE : LYON
 SARTHE : LE MANS
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE REGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : AUXERRE
 LA REUNION : LE PORT
 BELGIQUE : ARLON

NORD : Noyon, Fourmies, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hénin, Beaumont, Saint-Quentin, Soisson.

EST : Nancy, Charleville-Mézières, Senone, Bas-Rhin, Jura.

ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy

QUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chateaufort, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.

CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Bretenoux.

SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes.

RHONE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble, Bourg-de-Péage, Romans.

CORSE : Ajaccio.

GUADELOUPE : Gourbeyre.

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - ORSAY-BURES
 - BOULOGNE-BILLANCOURT
 - VILLEJUIF, VITRY
 - MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLES-SARTROUVILLE
 - VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY
 - STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON ONF
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

COMMUNIQUÉS

• Vous désirez militer pour l'anarchisme et développer les idées anarchistes dans l'Ardeche; prenez contact avec les Relations Intérieures qui transmettront.

• Les sympathisants libertaires du Lot peuvent contacter la liaison du même nom, le samedi au marché de Figeac où les militants du groupe vendent le ML et tiennent une table de presse (livres, brochures...).

• Les personnes contactées par la propagande dans l'Aveyron peuvent écrire aux Relations Intérieures qui transmettront au groupe local.

• Pour participer à la propagation de l'anarchisme et mettre en place des groupes de la FA dans le secteur de Nîmes, Arles, Avignon, prendre contact par l'intermédiaire des R.I.

• Toute personne intéressée par la formation d'un groupe sur Brunoy et sa région peut contacter les RI qui transmettront.

LA ROCHELLE

Le vendredi 8 octobre à 21 h, à La Rochelle, salle Amos Barbot, rue du Collège, le groupe Michel Bakounine organise un meeting sur le thème *Non à l'autoritarisme, n'acceptons pas ce que nous refusons hier.*



Poster édité par le groupe Michel Bakounine. Prix : 10 F l'unité et 7 F à partir de 10 exemplaires. Format : 45 x 62. Commandes à adresser à ADIL, groupe Michel Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex. En vente à Publico.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

PERMANENCES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Les jeudis de 14 h à 18 h
 - Les samedis de 14 h 30 à 18 h
 Au 145, rue Amelot, Paris 11^e.

La Feuille, publication du groupe Eugène Varlin de la Fédération anarchiste, est parue. « Dérégulation ou pas... », Radio-Libertaire ne se taira pas », tel est le thème de cette feuille qu'on peut se procurer gratuitement à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste a réédité La Liberté de Sébastien Faure. Cette brochure est en vente à Publico au prix de 9 F l'unité.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES



Brochure éditée par le groupe E. VARLIN de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

Brochure éditée par le groupe Eugène Varlin de la F.A. En vente à Publico : 3 F.



FÉDÉRATION ANARCHISTE
 145 rue Amelot PARIS 11^e

Affiche éditée par le groupe Jacob de la F.A. Tarifs : 95 centimes à moins de 100 exemplaires ; 90 centimes entre 100 et 500 exemplaires ; 85 centimes au-dessus de 500 exemplaires (frais de port inclus). Affiche en trois couleurs. Format : 78 x 57.

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes FA
 PAGE 3
 En bref
 Nos amis les bêtes
 Editorial
 Sport : idéologie et politique
 PAGE 4
 A Rebrousse-poil
 L'Education nationale et l'objection
 Liberté pour Hélyette Besse
 Le rouge et le kaki
 PAGE 5
 Hersant la pieuvre
 Le changement à « Libération »

PAGE 6
 La foire moderne
 « Chassons le kaki »
 PAGE 7
 Economie : on attend toujours...
 PAGE 8
 Les horreurs de Sabra et Chatila
 L'Allemagne en automne
 PAGE 9
 Informations Internationales
 PAGE 10
 Noam Chomsky
 PAGE 11
 Spectacles, livres...
 PAGE 12
 Liban

Abonnez-vous !

TARIF France Sous pli fermé Etranger LE MONDE LIBERTAIRE
 13 n° 70 F 80 F 100 F
 25 n° 130 F 150 F 190 F
 50 n° 250 F 280 F 350 F
 Rédaction Administration
 145 rue Amelot 75011 Paris
 Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N (inclus) Pays
 Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste
 Règlement (à joindre au bulletin)

Pour toute prise de contact, n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris 11^e (m° République), tél. : 805.34.08.

en br

• L'Union p
 organisé ur
 le samedi 9
 à Villers-B
 (15 kilomè
 A 20 h 30,
 Serge Utgé
 Suivra un g
 berrichon,
 viendra par
 unilatéral e
 quelques po
 Sur place, y
 des stands
 de la boisse
 est de 20 F
 5 F pour les

• Le Syndic
 créé il y a s
 le jeudi 23
 place de l'O
 Deux cent
 pour réclame
 en faveur de
 Maurice Pa
 est interven
 aux partena
 des mesures
 signaler les
 le suicide de
 depuis six m
 des deux ce
 touchant mo
 par mois, d
 syndicales d
 avec les ché
 et a fait rem
 des Eglises
 Le syndicat
 - regroupa
 près de trois
 se veut une
 et d'entraide
 des grandes
 syndicales e
 Il lutte cont
 les égoïsme
 et les consen
 pour un parti
 des revenus
 pour l'innov
 les expérience
 Si des reven
 peuvent par
 d'autres ne
 celles de la
 Affaire à sui

• Michel Le
 de la section
 à Cergy-Por
 Suite à la dé
 qui l'a licen
 de l'inspecti
 il a entamé
 En signe de
 un autre dél
 J. Etienne,
 à 30 mètres
 sur l'une des
 afin d'obten
 de Lefebvre
 le lundi 20
 Suite à une
 des référés,
 à mille franc
 tant que ser
 Affaire à sui

• A Pékin, e
 a été éditée
 critique de M
 sous la signa
 sous la resp
 de l'académ
 des sciences
 Ce livre (274
 tiré à 9 500
 un portrait de
 un index des
 de Marx, Eng
 et Staline où
 et de son œu
 La bibliograp
 pour moitié
 mais on y tr
 du livre de M
 et de celui d
 (considéré p
 un ouvrage é
 Cette inform
 par les anim
 du « secteur
 de l'Institut
 d'Hermanvil
 que nous ren

• L'associati
 est un centre
 et de prêts d
 le mouvement
 Créée en juin
 ses portes en
 elle recherche
 sur ce sujet.
 Son adresse
 1, place Paul

en bref...en bref...

• L'Union pacifiste, section Somme, organise un rassemblement le samedi 9 octobre à Villers-Bretonneux (15 kilomètres d'Amiens). A 20 h 30, se produira le chanteur Serge Utgé-Royo. Suivra un groupe traditionnel berrichon, alors que Maurice Laisant viendra parler de désarmement unilatéral et dira également quelques poèmes. Sur place, vous pourrez trouver des stands divers, de la bouffe, de la boisson. Le prix des places est de 20 F pour les adultes, 5 F pour les enfants.

• Le Syndicat des chômeurs, créé il y a six mois, a manifesté le jeudi 23 septembre, place de l'Opéra à Paris. Deux cents personnes étaient présentes pour réclamer la solidarité de tous en faveur des chômeurs. Maurice Pagat — le secrétaire — est intervenu : pour demander aux partenaires sociaux de prendre des mesures en faveur des chômeurs, signaler les carences de l'UNEDIC, le suicide de 23 chômeurs depuis six mois, indiquer la condition des deux cent mille chômeurs touchant moins de mille francs par mois, demander aux centrales syndicales d'être solidaires avec les chômeurs... et a fait remarquer que le silence des Eglises faisait mal parfois !! Le syndicat des chômeurs — regroupant actuellement près de trois mille adhérents — se veut une organisation de défense et d'entraide indépendante des grandes organisations syndicales et politiques. Il lutte contre le social-corporatisme, les égoïsmes, les privilèges et les conservatismes catégoriels ; pour un partage plus égalitaire des revenus et du travail, pour l'innovation sociale et les expériences autogestionnaires. Si des revendications de ce syndicat peuvent paraître satisfaisantes, d'autres ne sont pas sans rappeler celles de la CFDT, par exemple. Affaire à suivre.

• Michel Lefebvre est délégué de la section CFDT de l'usine « 3 M » à Cergy-Pontoise (95). Suite à la décision de la direction qui l'a licencié (et ceci contre avis de l'inspection du travail), il a entamé une grève de la faim. En signe de solidarité, un autre délégué CFDT, J. Etienne, s'est suspendu à 30 mètres au-dessus du sol sur l'une des façades de l'usine, afin d'obtenir la réintégration de Lefebvre (action commencée le lundi 20 septembre 82 à 21 h). Suite à une décision du tribunal des référés, la CFDT est condamnée à mille francs d'amende par heure tant que sera suspendue J. Etienne ! Affaire à suivre !

• A Pékin, en février 1982, a été éditée une « Biographie critique de Michel Bakounine », sous la signature de Li Xian Rong, sous la responsabilité des Editions de l'Académie chinoise des sciences sociales. Ce livre (274 pages), tiré à 9 500 exemplaires, contient un portrait de Bakounine et un index des passages des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline où il est question de sa vie et de son œuvre. La biographie est composée pour moitié de textes russes, mais on y trouve également les titres du livre de Max Nettlau et de celui de... Duclos (considéré par l'auteur comme un ouvrage de référence !). Cette information nous a été transmise par les animateurs du « secteur chimie » de l'Institut d'histoire sociale d'Hermanville-sur-Mer (Calvados) que nous remercions vivement.

• L'association Coccinelle est un centre de documentation et de prêts de livres sur le mouvement anti-autoritaire. Créée en juin 82, elle doit ouvrir ses portes en automne et elle recherche toute production sur ce sujet. Son adresse : c/o MJC Claudel, 1, place Paul Claudel, 51100 Reims.

Nos amies les bêtes

VOUS avez vu dans le métro ? Depuis quelques jours, la RATP a lancé une vaste campagne anti-fraude sous le titre « Frauder, c'est bête ! », avec une série d'affiches montrant diverses façons de voyager gratuitement et mettant en scène des animaux avec comme commentaires « Profiteur comme le rat, voleur comme la pie, rapace comme le vautour, etc. »

Passons sur le fait que la RATP, désignant les fraudeurs à la vindicte populaire en les assimilant à des rats, des vautours et autres bestioles « repoussantes », renoue avec la vieille imagerie fasciste (le différent, c'est un animal nuisible !), et voyons plutôt le pourquoi de cette offensive.

Si la RATP investit tant de fric dans cette campagne (le fric de qui, au fait ? On ne souffle pas !), c'est bien que la fraude atteint des proportions « alarmantes »... Récemment, une statistique indiquait qu'un usager sur cinq ne paye pas ! Peut-être le début de « quelque chose » ?

Pourquoi la fraude ? Qui fraude ? La majorité des fraudeurs le sont par « économie », vu leurs revenus (jeunes, chômeurs, smicards, etc.) ; certains par jeu ou par provocation... pour se donner le grand frisson... La fraude n'est-elle pas, plus ou moins consciemment, une protestation permanente contre la contrainte du paiement imposée par la RATP (et la SNCF, entre autres ?), et donc la revendication plus ou moins formulée de la gratuité des transports ? C'est sans doute là le « danger » pour la RATP qui a donc décidé une campagne d'intoxication pour transformer les braves gens qui acceptent tout en flics bénévoles, en jouant au maximum sur la haine qu'inspirent ceux qui désobéissent à ceux qui sont soumis ! (Comme si le métro n'était pas encore assez quadrillé !)

Pourtant, la gratuité des transports, vieux combat libertaire

comporte pas mal d'avantages en plus de soulager le portemonnaie de l'usager !

D'abord, comment peut-on parler de profits dans un service public, alors que si profit il y a, c'est sur le dos de l'usager, et que, donc, ce n'est plus un service public !

Comme le déclarait un compagnon anarchiste de l'association TGV (Transports gratuits pour les voyageurs) au micro de Radio-Libertaire : « Les contributeurs et le Syndicat des transports parisiens financent aux deux tiers les dépenses de fonctionnement des entreprises de transports publics, puisque le billet payé par l'usager représente seulement le tiers restant. Donc la billetterie et le contrôle, qui alourdissent de façon conséquente les charges de la RATP et de la SNCF, ne rendent aucun service à la collectivité et doivent disparaître pour l'instauration de la gratuité. »

Ensuite, la gratuité des transports publics entraînerait une forte réduction du trafic automobile (est-il nécessaire d'énumérer les avantages ? La pollution réduite, les accidents en moins, la consommation d'énergie réduite, etc.).

Pour les usagers, des transports plus accueillants, mieux organisés, l'habitude de circuler autrement que comme des bestiaux, c'est loin d'être négligeable !

Donc, la RATP a ouvert le feu sur les vilains fraudeurs, mais aussi et surtout sur tous ceux qui refusent l'ordre établi, qui veulent vivre « autre chose », même si c'est (encore) confus dans leur esprit ! Et les tentatives d'appliquer une certaine gratuité (carte orange remboursée par l'employeur à 40%, par exemple) décidée « d'en-haut », n'est-ce pas une façon de « prendre les devants » en faisant quelques concessions qui sont un moindre mal en comparaison avec ce qui pourrait se développer ?...

Groupe Libertad

EDITORIAL

Si le « complet-veston/attaché-case » à remplacé le « blouson-cuir/basquets » et le bulletin de vote le pavé, si l'élection de Mitterrand en mai 81 est la résultante de l'élan populaire de mai-juin 68, c'est avant tout un long processus souterrain de conquête du pouvoir par la technocratie et les classes ascendantes au service d'une fraction de la bourgeoisie la plus éclairée qui s'est produit.

A la sortie de son congrès de Neuilly-sur-Marne en juin 81, la Fédération anarchiste déclarait que Mitterrand ne pouvait « changer la vie ». Nous pouvons constater qu'au début de cet automne 82, cette analyse s'avère juste. Aujourd'hui, le consensus tant désiré par le libéralisme avancé se concrétise, et ce, sur le dos des travailleurs. Ce qu'on appelle « attaque contre les acquis de la classe ouvrière » (pouvoir d'achat, Sécurité sociale...) s'appelle aujourd'hui « nouvelle solidarité » ou « bataille populaire pour la reconquête du marché intérieur ». Ce qui était impensable sous Giscard semble évié sous Mitterrand. Et l'espoir de millions de gens se transforme en déception.

Aujourd'hui, grand nombre de travailleurs bernés par les beaux discours électoraux sont dans le doute, l'attentisme. Attentisme soigneusement voulu et contrôlé par les confédérations syndicales. En effet, d'un côté elles nous disent : « Battons-nous pour aider le gouvernement à traverser cette mauvaise passe, épaulons-le dans sa lutte contre la droite et le patronat, toujours présents, toujours hargneux. » De l'autre, elles nous menacent : « Attention, ne brisez pas l'effort du gouvernement, ne risquons pas le retour de la droite par les actions avanturistes ! »

Si la social-démocratie est au service du capitalisme, les états-majors syndicaux en sont bien les chiens de garde ! Le résultat, c'est une baisse du pouvoir d'achat de 5 à 6% pour les travailleurs en 1982, et certainement autant pour 1983. C'est également un plan de restructuration et d'économie tous azimuts qui laissera plusieurs milliers de travailleurs sur le pavé (Usinor, Sacilor pour la sidérurgie, l'informatique dans le tertiaire...).

Tant qu'on voudra se situer en terme de réponse économique face à la crise et vouloir mener une politique monétariste pour juguler l'inflation et développer les investissements, on ne fera que du barrisme sans Barre ou du Reaganisme sans Reagan. Aussi, la seule réponse que l'on peut fournir à la crise qui nous assaille est une réponse politique. A savoir s'attaquer aux causes et non aux effets. S'attaquer aux structures économiques et s'en prendre à la racine même : le capitalisme. Et non vouloir soigner un cancer avec un cachet d'aspirine. Non pas construire le parti des déçus et adopter la tactique du débordement si chère à nos gauchistes, mais forger une organisation révolutionnaire anarchiste capable de proposer une issue à cette fatalité qu'on essaye de nous faire accepter.

Lutter, sans concession aucune, contre le capitalisme, pour une société sans classe et sans Etat, c'est ce combat que la Fédération anarchiste a choisi.

SPORT : IDÉOLOGIE ET POLITIQUE

Sport : valeur-refuge

Longtemps le sport a été une valeur à l'abri de la lutte des classes politiques et idéologiques puisqu'il devait demeurer le moyen de défense de la société actuelle. Je ne choquerai personne en affirmant que le sport est la légitimation de l'ordre établi. Jamais le sport n'a été contestataire. Il s'intègre merveilleusement dans les rapports de classes et il joue un rôle prépondérant dans le maintien de la classe au pouvoir. Les expressions issues de cette institution sont d'ailleurs significatives : « l'esprit de devoir... de sacrifice... le respect de la discipline... le rôle essentiel de la hiérarchie », etc. En vérité, le sport est au service du pouvoir ; c'est un moyen essentiel de propagande, et je citerai pour mémoire cette affiche éditée par le RPR montrant Guy Drut en plein effort avec cette légende : « La France qui gagne » !

D'ailleurs, la gauche et sa dégénérescence, l'extrême gauche, se servent également du sport comme intermédiaire qui peut et doit légitimer le pouvoir. La plupart des révolutions menées par les cliques marxistes se sont d'ailleurs servies du sport de masse comme homogénéisation nationale, que ce soit en Chine — rappelons qu'un des premiers ouvrages de Mao s'intitulait *Une étude de l'éducation physique* —, en Algérie ou à Cuba où la population se lève et effectue les mouvements qui lui permettront de mieux travailler.

Travail et sport : même combat

Le sport est un facteur essentiel de la stabilité du système en place — rappelons-nous les déclarations nationalistes de Coubertin lors des Jeux olympiques de Berlin en 1936 — et il maintient de nombreux mythes de la société capitaliste. Il perpétue l'inégalité sociale et les termes « record », « valeur » sont là pour nous préciser que la lutte est féroce pour arriver au sommet. Pour un Platini ou un Borg, combien de jeunes qui se sont crevés la paillasse et qui ont cru qu'ils pourraient, eux aussi, arriver au haut de cette hiérarchie ? Avec une formation d'aide-comptable, ils grossiront les équipes de chômeurs.

Le sport se rapproche du travail puisque la spécialisation, la répétition et la cadence sont également le lot quotidien de ces individus-machines sur qui on teste de nombreuses choses plus ou moins secrètes telles que de nouveaux amphétamines ou anabolisants, techniques de transfusions sanguines, injection par voie rectale d'air comprimé et bien d'autres choses encore dissimulées dans

les laboratoires où l'ordinateur dirige l'entraînement du sportif qui est parfois au bord de la mort.

L'individu qui, à force d'entraînement, attire les regards des médecins et des managers risque d'être entraîné dans un tourbillon mortel. Gardons en mémoire les morts des champions de Formule 1 ou celles des coureurs cyclistes.

L'idéologie du corps-machine se répand rapidement, notamment dans les pays de l'Est qui consacrent un temps extraordinaire à fabriquer des athlètes qui porteront avec fierté, sur tous les terrains du monde, le maillot de ces républiques démocratiques qui ont des effectifs militaires colossaux afin de mieux encadrer ces jeunes champions encore dociles.

Travail, sport, jeunesse...

L'armée, quel que soit son drapeau, est souvent à la pointe du combat sportif et la revue française *Terre, Air, Mer*, éditée par les soins d'Hernu, rappelle avec précision que « le goût de l'effort et du dépassement » sont les vertus essentielles des bidasses-champions, et de nous dire que le bataillon de Joinville a fourni au pays ses plus beaux moments sportifs. Heil Hernu !

Nous ne pouvons pas défendre le sport pour ses valeurs morales, physiques et fraternelles, tout simplement parce que le sport, c'est celui qui se pratique devant nous aujourd'hui, c'est-à-dire que toute activité sportive entre dans le cadre d'une institution s'exerçant au sein du régime capitaliste, privé ou d'Etat. Klaus Croissant, extradé lors d'un grand match de football, l'organisation d'une rencontre France-Pologne le soir même où cinq membres du syndicat libre Solidarność étaient abattus par les miliciens, sont là pour nous démontrer que le sport est un anesthésiant vigoureux et qu'il rend amorphe, voire crétin, l'individu qui se transforme parfois en un supporter, militaire new look de notre époque douloureuse.

Nous ne sommes pas opposés à une activité physique, loin de là. Chaque individu doit définir ce dont il a besoin, c'est le principe même d'une société libertaire. L'individu doit également définir ce qu'il désire au niveau de l'activité physique, que ce soit un défilé ou un maintien en forme. Il doit décider lui-même comment se sentir bien dans sa peau en tapant dans un ballon ou en se baladant dans un sous-bois, sans contrainte, sans violence, afin que son corps puisse redécouvrir le jeu, la fête.

Roger (groupe de Versailles)



à rebrousse-poil

Le changement en rade

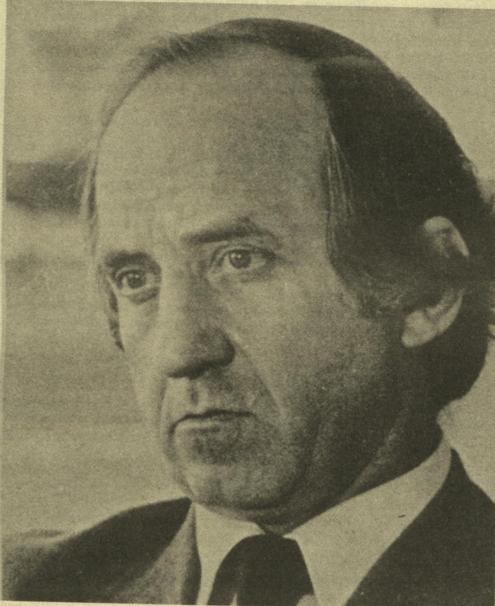
Fortes paroles de M. Anicet Le Pors, ministre communiste de la Fonction publique, dans *Libération* : « Le succès de mai 1981 a été porté par une volonté de changement, mais aussi par une quantité d'illusions qui sont tenaces dans la manière des Français de faire de la politique. A savoir qu'il suffirait de voter un jour pour la gauche, comme on dit, et puis, par une sorte d'opération magique, la plupart des problèmes devraient trouver, et très rapidement, leur solution. »

Mais qui donc, avant le 10 mai 81, avait expliqué, répété, rabâché, brailé sur tous les tons qu'il fallait voter « pour changer la vie » ? Qui donc a créé cette « quantité d'illusions qui sont tenaces » à coup de déclarations et de déclamations, d'affirmations et de proclamations, d'envoies oratoires et d'effets de manche ?

M. Le Pors n'a jamais appartenu à cette catégorie de magiciens ! M. Le Pors ne serait pas de ceux qui ont mené le bon peuple en bateau, dragué les braves citoyens pour, finalement, les laisser en rade...

A moins que pour M. Le Pors, le destin des promesses électorales soit, justement, de tomber à l'eau.

S.B.



Le Pors

LE ROUGE ET LE KAKI

« JE CONCHIE L'ARMÉE DANS SA TOTALITÉ »

Un texte du Mouvement de la « jeunesse » communiste de France (MJCF), succursale puérile du PCF, a été, pour ce dernier, la source d'une publication de *Correspondance Armée-Nation* sur la question militaire, vue sous le « nouvel angle » de l'après-10 mai. Une argumentation à la finesse des bottes à clous, à l'honnêteté mercenaire et à l'opportunité toute marxiste.

LA logique militariste du marxisme et ses avatars ne s'est guère défaite depuis 1917, depuis Trotsky. C'est un fait, haïssable sans doute, mais une force également, à défaut d'être une valeur de ce mouvement si éloigné de notre. Les partisans ukrainiens de Makhno, les marins de Kronstadt, les compagnons espagnols de 1939 en firent spectaculairement les frais. La constance du dogme ne s'effaçait, en apparence, que lorsque l'actualité, l'intérêt, prévalaient. Bien sûr, lors du pacte hitléro-stalinien, le mot d'ordre rouge était à la non-ingérence, voire

au pacifisme ; en ses premiers temps *L'Humanité* traitait les militaires de « gueules de vaches ». Ben voyons. Pour l'heure, l'armée française est et doit rester, face à la réaction, bien entendu, « démocratique et populaire »... Vive la conscription !

Antimilitaristes, traîtres !

Le document, en introduction, voudrait vite balayer les billevesées antimilitaristes, reprenant en cela la classique et spacieuse objection à l'inconséquence face aux autres nations armées, en tant qu'Etat pacifique (sic) face

aux militaristes. Cela amène quelques réflexions.

Qu'est-ce, d'abord, qu'un Etat pacifique ? Est-ce le cas, par exemple, de la France, troisième marchand d'armes du monde ? La première finalité de l'Etat étant sa propre pérennité, comment celle-ci pourrait-elle ne pas passer par l'expansionnisme, au moins ? Quelle fallacieuse distinction entre « pacifique » et « militariste » quand il s'agit d'Etat, d'institutions qui embrigadent les peuples et les dressent les uns contre les autres ! Il est vrai qu'en matière d'embrigadement, le PCF n'a pas de leçon à prendre.

Passons alors à un autre chancre inhérent à la politique du Parti, le nationalisme. Parce que, vous l'avez bien compris, les bons, les doux, les pacifiques, ceux qui seraient même capables d'être

réellement pacifistes, c'est nous ; les militaristes, les sanguinaires contre lesquels il faut... s'armer, ce sont les autres. Une politique internationaliste qui viserait à renvoyer ces tueurs institués, les militaires, à la production — connaît pas !

A tant faire...

Partant, on retrouve dans ces textes d'autres affreux lieux communs, tel le soutien à la dissuasion nucléaire qui « constitue aujourd'hui un pilier très important de notre indépendance nationale » ; vous voyez le lien avec ce nationalisme dont nous parlions plus tôt ? En résumé, oui à la fission nucléaire propre, car française et de gauche, face aux pourris militaristes. Une sinistre farce.

La réduction du service national ? Attention... Le réduire à

L'Education nationale et l'objection

DEUX instituteurs de la région stéphanoise, Jean-Pierre Soutrenon et Bernard Seux viennent d'être réintégrés. Ces deux objecteurs de conscience avaient refusé, en janvier 78, leur affectation autoritaire à l'ONF. Ils effectuèrent alors un « service civil » alternatif dans une association de type loi 1901, orientée sur l'« éducation populaire ».

A la fin de ce service, en janvier 80, l'inspection académique les réintègre dans l'Education nationale, mais comme ils ne peuvent fournir une attestation de l'ONF, cette mesure est annulée en août de la même année. Seux et Soutrenon sont mis en congé sans traitement et sans couverture sociale. Un comité de soutien est alors créé. Il regroupe une trentaine d'organisations et mène de nombreuses actions : diffusion de 50 000 tracts, 7 000 signatures recueillies sur des pétitions, délégations, manifestations publiques dont un jeûne collectif de 40 personnes place de l'Hôtel de Ville, à Saint-Etienne, fête, etc.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, certains pensent que le problème sera vite réglé. Il n'en sera rien, car si la loi d'amnistie efface les traces pénales, elle ne permet pas de régulariser la situation au plan professionnel. Pendant plus d'un an, le dossier sera renvoyé de ministère en ministère, les réponses étant toujours négatives, parfois brutales (ex. : refaites deux ans à l'ONF !...).

Et puis, alors que le comité de soutien envisageait de nouvelles manifestations spectaculaires, la situation a évolué rapidement pour aboutir en juin 82 à une régularisation de la situation des objecteurs âgés de plus de 29 ans au 31 décembre 82 et de ceux qui sont chargés de famille. Pour les autres, une commission spéciale examinera leurs activités pendant leur temps de « service » afin d'en valider le maximum.

Le groupe N. Makhno a participé activement, pendant deux ans, au comité de soutien et

POUR LE PRIX D'UNE
BOMBE, ON PEUT
CONSTRUIRE 3 LYCÉES



MAIS AVEC UNE BOMBE,
ON PEUT EN DÉTRUIRE 10 !
... C'EST PLUS RENTABLE...

à toutes les manifestations. Il faut cependant souligner les limites de cette action. La majorité des organisations participant au comité ont toujours refusé de se placer sur le terrain de l'antimilitarisme conséquent. Elles n'ont visé qu'à obtenir « un service civil acceptable par les objecteurs et les associations prêtes à les accueillir ». Les mesures évoquées ci-dessus, et

qui ont permis la réintégration de Seux et Soutrenon, semblent indiquer que le pouvoir a fait un premier pas dans cette direction (Revoir à ce propos l'article *Antimilitarisme, où vas-tu ?* paru dans le ML n° 446 du 27 mai 82 ; il explique parfaitement la position des anarchistes en la matière).

S.B.
(groupe N. Makhno)

Liberté pour Hellyette Besse

HELLYETTE Besse, militante anarchiste et animatrice de la librairie « Jargon libre » dans le 13^e arrondissement de Paris, a été arrêtée le 13 août dernier, dans le cadre de l'enquête sur « Action directe ». Les fins limiers de Defferre ont trouvé à son domicile trois cartes d'identité italiennes vierges.

Ses avocats se sont vu refuser sa mise en liberté par le juge d'instruction, M. Louis Bruguière, sous le prétexte que « les investigations sur l'origine de ces documents ne sont pas terminées ».

Hellyette a été militante des comités de soutien demandant la libération des prisonniers politiques durant l'été 81. Aujourd'hui, c'est son tour d'être incarcérée. Ne laissons pas le silence tomber sur elle !

Groupe A. Libertad

P.S. : Alors que le juge d'instruction avait rendu une ordonnance de mise en liberté, le Parquet vient de faire appel. Hellyette Besse est à Fleury-Mérogis (n° 10480 DII R6).

Louis Aragon

six mois « reviendrait à exclure les appelés de tous les niveaux d'encadrement »... Pour les laisser entre les mains de la réaction ?

Faudrait être idiots. Un an ferme, donc, et le PCF appelle ses ouailles à la course aux grades. Ben tiens.

Quel est le meilleur fer de lance contre la réaction, selon vous ?...

Dont acte. Le MJCF demande aux « jeunes » communistes de chercher, durant le service militaire, à assumer ces responsabilités d'encadrement, par l'accès aux pelotons d'élèves officiers, sous-officiers et gradés de réserve.

La boucle est bouclée. Il nous est juste permis de croire en une coquille glissée dans une récente affiche du PCF, « Des armements » au lieu de « Désarmement »...

G.C.

HERSANT LA PIEUVRE

SAMEDI dernier, à la télévision, sur TF1, peu avant le sirupeux *Dallas* et sont JR miroir caricatural, il y avait Bob, bien de chez nous celui-là, et seul contre tous ! Dans le cadre de *Droit de réponse* de Michel Polac.

Bob, c'est-à-dire Robert Hersant, patron de presse s'il en fut, dont l'empire ne cesse de s'étendre : *Le Figaro*, *France-Soir*, *L'Aurore*, *Centre Presse*, *La Liberté du Morbihan*, *Centre Ouest*... sans compter les innombrables hebdomadaires et mensuels, ce qui porte atteinte à la liberté de la presse, une même politique pouvant être exprimée par différents journaux, remplissant ainsi un des objectifs de la grande bourgeoisie et du capital réunis : conserver le contrôle de l'information. On se souvient, il y a une dizaine d'années, en Allemagne, du cas Axel Springer qui, du nord au sud du pays, proposait des quotidiens super bon-marché qui appelaient carrément à l'agression physique des étudiants contestataires de l'après-68 allemand.

Hersant, lui, se défend de vouloir faire de la politique avec ses journaux ; il est au service de la culture française (France-Antilles !), et surtout il a la vocation de la presse et du talent, car ça marche ! Il le répètera plusieurs fois au cours de l'émission. Pour lui, on a besoin de talent pour faire un journal, pas d'argent... Ceux qui ont besoin d'argent n'ont pas de talent.

Cette vocation d'homme de presse, Robert Hersant avoue l'avoir depuis ses 16 ans. Peu avant la dernière guerre où, comme il le dit lui-même il fut le « seul Français à ne pas être un héros de la Résistance ». C'est-à-dire que Hersant a joué un certain rôle dans les organisations de jeunesse à caractère fascisant de cette époque, que ce soit comme directeur du journal *Jeune Force* ou autour du Parti national collectiviste. De cette époque de son

existence, Hersant veut affirmer qu'elle n'est qu'une illusion de jeunesse. Soit, mais pourquoi, après la Libération et au cours de sa carrière, s'entourer d'anciens collaborateurs notoires, voire d'anciens Waffen-SS ?

La meilleure défense étant l'attaque, Hersant déclara en début d'émission que devant bientôt être grand-père pour la onzième fois il espérait, pour la prospérité et le bonheur de l'enfant qu'il soit « syndicaliste à la CGT, inscrit au Parti communiste et faisant partie de la nomenklatura ». Dont acte... Accusé de collaboration, il répliqua qu'il avait suivi les instructions de *L'Humanité* du mois de juillet 1940... Tout cela pour se défendre, raconter des « anecdotes », se plaindre d'être devant un

tribunal de jaloux qui lui reprochaient à la fois son talent journalistique et son passé lointain.

Les aiguilles tournaient et l'on n'avait pas sérieusement abordé le problème de la concentration et du monopole de la presse. C'est en 1944 qu'a été signée une ordonnance réglementant la propriété des titres de presse. Mais depuis la Libération, ses dispositions n'ont cessé d'être bafouées ; des industriels, des financiers se sont accaparé le plus de titres qu'ils pouvaient en liquidant les petits quotidiens régionaux. Et c'est là que se situe le problème : la disparition du pluralisme, l'hégémonie dans une région d'un seul quotidien.

Hersant, avant 70, était déjà présent dans sept régions, sauf la région parisienne. En 1976,

il en représentait 42%, passant sur le plan national de 3% à 16%. Hersant « le sauveur » achetant des titres pour mieux les liquider ensuite, en se servant de nouvelles technologies dans le sens du profit et de la concentration de la presse. Que ce soit les couplages publicitaires, les petites annonces communes, les exemples ne manquent pas. Par exemple, depuis avril 82, *La Liberté du Morbihan*, *Presse Ocean* et *L'Eclair* ont des pages rédactionnelles communes. L'exemple le plus flagrant étant à Paris avec *Le Figaro* et *L'Aurore*...

Feu Georges Pompidou aurait déclaré que sur Paris deux journaux étaient bien suffisants : un le matin et un le soir ! Hersant serait-il son exécuteur testamentaire ?

Pour en revenir à *Droit de réponse* du 25 septembre, ce n'est que dans le dernier quart d'heure de l'émission que Hersant fut sérieusement accroché, entre autres, par un journaliste de Lisieux qui expliquait comment Hersant avait tenté de couler un groupe de presse de la Normandie en pratiquant du « dumping », bas prix, suppléments-magazine gratuits, concours avec des prix exorbitants, etc.

Mais dans cette émission qui aura frôlé le « Bob one man show », le problème de fond n'a pas été vraiment posé. C'est-à-dire l'uniformisation de la presse écrite dans l'avenir. Avec les nouveaux moyens technologiques (banques de données, télématiques, système laser...), le patronat veut encore réduire les frais, licencier du personnel. En différents points de la France, on aurait le même produit avec des étiquettes différentes.

Il n'y a pas que Hersant à bafouer l'ordonnance de 44, Defferre (*Nice Matin*, *Le Provençal*) et Lignel (*Dépêche de Lyon*, *Les Nouvelles de Dijon*) ne sont pas de reste, même si plus modestes... D'où un certain embarras du pouvoir quand les ouvriers du Livre CGT occupent le ministère de la Justice, réclamant à Badinter une loi définissant « clairement le statut de la presse et les moyens d'assurer son indépendance vis-à-vis du grand capital ».

Les derniers avatars d'Hersant quant à la vente de *France-Soir* à Max Théret (fondateur de la FNAC et plus que connu pour être proche du PS) nous laissent supposer de nouveaux agissements peu avant les municipales prochaines. Y aura-t-il une provocation de Hersant emmêlant habilement les intérêts contradictoires du PC et du PS ? Espérons que les organisations CGT du Livre, absentes le soir de *Droit de réponse*, sauront trouver la réponse de classe sans s'occuper des intérêts partidaires.

Alexis PIERRE



LE CHANGEMENT A « LIBÉRATION » !

RAPPELEZ-VOUS... dans les années soixante-dix, l'Agence de presse *Libération* donnait naissance au quotidien actuel. Des comités de soutien locaux, des souscriptions tous azimuts, la présence de Jean-Paul Sartre, tout cela aida au lancement d'un journal qui reflétait tant bien que mal l'« esprit 68 » qui se changea bientôt en esprit Libé. La confection du journal était quasi égalitaire, un coin d'autogestion, un espace libéré existait rue de Lorraine... Il y avait bien sûr des problèmes, il y en a toujours, mais des journalistes aux clavistes tout le monde était peu ou prou au même salaire. Contre la hiérarchie dans la société, *Libé* l'était dans la rémunération salariale, ce qui était normal.

« Était », car cet état de choses n'est plus, le temps des copains ayant fait place à une vision plus « réaliste » des choses, sous la direction de July.

Au début de *Libération*, Zinah, alors directrice de publication, disait qu'à la rue de Lorraine ils avaient cessé d'être des militants d'organisation pour devenir des militants de l'information. Issus pour la plupart du mouvement maoïste, les journalistes et fabricants de *Libé* se voulaient donc au service des lecteurs, sans souci de rentabilité. Une sorte de pacte unissait pour le meilleur et pour le pire tout le petit monde de la rue de Lorraine. Les petites annonces gratuites, les notes des clavistes, tout cela donnait l'impression que quoi qu'on pouvait penser, l'« esprit Libé » existait bel et bien...

Pas pour bien longtemps car July, considérant que l'amateurisme soixante-huitard avait des limites, voulut peu à peu professionnaliser *Libération* en restructurant son entreprise.

A partir de ce moment, la bande de copains de la rue de Lorraine n'existait plus. Y faisait place un patron de presse comme un autre qui, voulant rentabiliser le produit, cherchait les moyens techniques les plus appropriés pour y parvenir. On vous passe les détails les plus sordides... Mentionnons quand même les visites à l'inspection du travail, comme la nomination d'un délégué syndical CGT. Le

problème était clair à une réunion/conférence de presse à l'union locale CGT où toutes les sensibilités étaient présentes : d'un côté ceux pour qui rien n'était changé (« on n'a pas besoin de syndicat, Serge et Zinah nous disent tout... »), et ceux pour qui le contrat qui liait les gens de *Libération* était rompu ! Le grand problème, à cette époque (environ deux ans), était de savoir quel était le jeu que July voulait mener, son fameux plan de redressement de l'entreprise restant jalousement secret.

Aujourd'hui, la publicité a sa place dans l'ancien quotidien d'après-68. La génération du mois de mai se rongerait-elle définitivement ? Ne reste-t-il à Serge July que l'option « jeune patron de presse sympa et dynamique » ?

Dernièrement, *Libération* a largement profité de l'aide à la presse octroyée par le gouvernement actuel. Cela ne favorise pas l'indépendance ! Notons pour la petite histoire que Tesson du *Quotidien de Paris* a refusé le moindre sous... Mais le plus inquiétant dans la situation actuelle est le comportement de Serge July face au Comité intersyndical du livre parisien CGT. En effet, alors que le taux de syndiqués à *Libération* n'est pas hégémonique, July veut signer un accord avec la CGT... Volonté de s'intégrer au Syndicat de la presse parisienne, souci de ne pas avoir de conflit avec le Syndicat du livre ? La chose semble s'éclaircir quand on apprend ce qu'il propose : la confection pour les journalistes de leurs articles en saisie directe, c'est-à-dire, à terme, la suppression des clavistes. Ce qu'aucun patron de presse n'ose dire tout haut, July le propose à la signature... Prototypage de l'avant-garde technologique en matière de presse, *Libération* servirait d'essai pour les magnats de la presse et permettrait de nombreux licenciements dans la profession...

Les anciens de 68 et autres, qui avaient permis à *Libération* de naître, n'ont plus que leurs yeux pour pleurer ; les rapports marchands ont la peau dure !

Un « jardinier » de la rue Gay-Lussac

LA FOIRE MODERNE

ADIS, une animation particulière animait, une fois par an, la petite place du village : c'était la foire, l'occasion de se retrouver, d'admirer le taureau primé, de goûter le foie gras... Bien sûr, les foires existent encore mais, il faut bien le reconnaître, on y contemple surtout le dernier tracteur-extracteur-broyeur-décapsuleur. Aujourd'hui, aux réunions des chambres de commerce et d'agriculture, un « savant », descendu de Paris, explique les avantages de l'informatique et de la télématique. A cette occasion, un gros propriétaire paye cash un micro-ordinateur de soixante mille francs. Il ne sait pas ce qu'il fera de cet achat, qu'importe ! On murmure dans son dos que c'est juste pour sa déclaration d'impôts, à titre d'investissement.

Le diable et le Bon Dieu

A Paris, du 22 septembre au 1^{er} octobre, une autre foire anime le sous-sol du parvis de la Défense, le SICOB — le Salon international d'informatique, télématique, communication, organisation de bureau, et bureautique (ouf !). Là, les vendeurs et les clients potentiels ont dialogué à coups de kilo octets de seize ou huit bits, de microprocesseurs, de lignes à quatre-vingt-seize mille bauds, bref un langage hermétique pour le commun des mortels ; de mauvais esprits se demandent d'ailleurs si les interlocuteurs savent exactement de quoi ils parlent : combien d'appareils se transforment en nids à poussière faute d'une utilisation adéquate ? Ajoutons que les achats tournent en moyenne autour de la dizaine de kilofrancs (pour donner un élément d'appréciation, un terminal d'ordinateur tout bête, c'est-à-dire un clavier, un écran, style terminal de réservation SNCF, coûte dans les vingt mille francs). Une foire où des gens sérieux, complets trois pièces, attaché-cases, cravates, s'arrachent les dépliantes comme des gosses derrière la caravane publicitaire du Tour de France, se mélangeant les pattes : « alors, la SEMS n'est plus une filiale de Thomson-CSF ? », « non, depuis deux semaines elle dépend de CIL. » « Ah, mais c'est encore français, il faut que j'achète français. »

Un monde à part, un peu ridicule comme la Bourse de Paris, où des pantins s'agitent dans tous les sens. Mais un univers tout aussi important : l'informatique, qui va de la calculette de bureau jusqu'à « Big Brother », surnom de l'ordinateur allemand spécialisé dans le filage des terroristes et de leurs relations. Ce petit joujou que nos socialistes bien de chez nous aimeraient introduire en France.

Comme toute innovation technologique, l'informatique secrète un certain nombre de théories. Ainsi, une certaine intelligentsia nous refait le coup de l'énergie ; il existerait une informatique douce et une informatique dure, le Bon Dieu et le diable ! Il est parfois nécessaire

de mettre les points sur les « i » : une imprimante d'ordinateur peut tout aussi bien cracher un listing où sont imprimés les indices de pollution des plages françaises que les noms et adresses, par exemple, de ceux qui ont écrit au Premier ministre pour soutenir Radio-Libertaire. Un mini-ordinateur, de type « convivial », peut très bien contrôler les entrées-sorties d'une entreprise. Derrière la machine, il y a toujours un homme !

Contrôle, critique et non-passivité

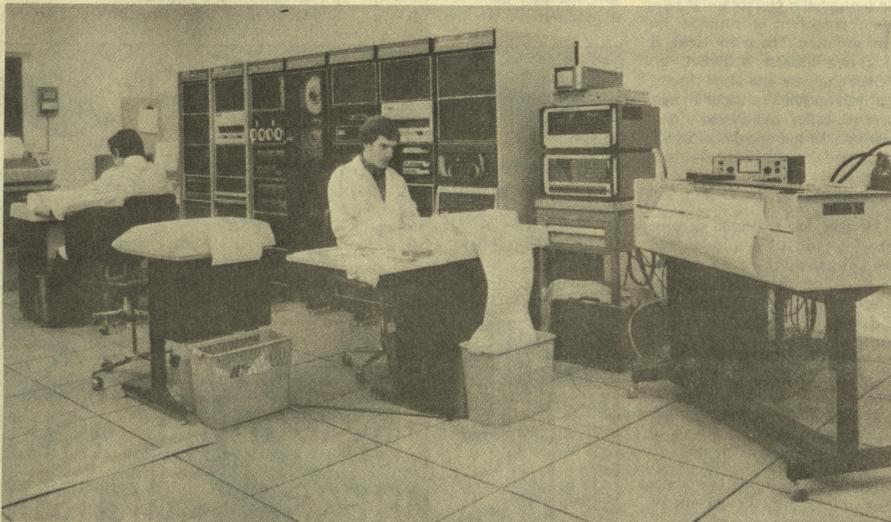
Les hommes se trouvent confrontés à l'informatique comme producteurs et consommateurs. Ce secteur de pointe emploie un personnel varié, de la sondeuse de composants électroniques à l'analyste-programmateur. Si l'informatique crée des emplois qualifiés, elle en supprime d'autres, surtout dans les secteurs d'activités où les travaux sont répétitifs, donc facilement programmables. Ce qui n'empêche pas l'apparition de nouvelles tâches tout aussi monotones pour le personnel : il y a deux ans, la grève pour des meilleures conditions de travail des dactylocodeuses de l'INSEE de Nantes en est une illustration.

L'informatique est aussi un marché rentable. Dans l'esprit de l'opinion publique, électronique et bien-être

sont facilement associés. Une certaine gadgétisation s'installe donc dans la vie quotidienne : l'apparition d'appareils électro-ménagers ultra sophistiqués en est un exemple. Ainsi, les pouvoirs publics, relayant les fabricants, essaient d'imposer une informatisation gratuite et obligatoire avec le projet d'annuaire électronique des PTT, dans la lignée de l'expérience Télélet de Vélizy, dont le système de tarification des demandes de renseignements frise l'escroquerie.

En tant que consommateurs, nous nous devons de promouvoir le contrôle, la critique, voire le boycott d'initiatives technologiques dont l'utilité sociale n'est nullement évidente, et qui sont parfois liberticides. Au niveau professionnel, la non-passivité s'impose quant à la mise en place de tout projet d'informatisation : conditions de travail, pause, normes économiques du matériel, service rendu aux usagers, en soulignant que les problèmes de productivité ne nous concernent pas. Pour reprendre des termes qu'affectionnaient Proudhon et Reclus, l'informatique est facteur de progrès et de progrès ; à nous de faire que ce dernier se concrétise par plus d'égalité et de liberté.

Groupe Fresnes-Antony



« CHASSONS LE KAKI »



« Quant à moi, je garde mon avion particulier ! »

Le gouvernement socialo-communiste qui est actuellement à la tête de l'Etat français vient de décider de se serrer la ceinture. En effet, tonton Mitterrand a demandé à l'argentier de service, Laurent Fabius, de trouver divers moyens pour économiser quelques millions sur le train de vie de l'Etat. « Crâne d'œuf » s'est entouré d'une commission qui, elle, s'était déjà entourée d'experts préalablement encerclés de responsables, et tout ce beau monde a pondu un rapport conséquent, jugez-en plutôt : ces messieurs issus des grandes écoles économiques ont tout simplement décidé de faire payer les hauts fonctionnaires voyageant en avion qui, auparavant, bénéficiaient de sièges réservés et gratuits. Je vois déjà vos yeux s'arrondir et s'étonner, mais laissez-moi continuer. Fabius a décrété que les places du théâtre Chaillot, qui étaient pour la moitié offertes aux critiques et aux amis du cousin qui connaissait la concierge, seraient maintenant payantes. Dame ! mais c'est le changement qui semble ruer dans les strapontins.

D'autres mesures suivent dans ce cahier de dénonciations : les chauffeurs servant

aux différents ministères ne devront plus porter de casquette. Economie, économie... Les employés de nettoyage du perron de l'Elysée devront, dès à présent, se passer de poils à leurs balais. Economie, économie... Le changement mené par François ne se préoccupe guère des critiques et des réactions qui suivront ce bouleversement. Barre lui-même en est tout étonné, et Chirac crie à la subversion.

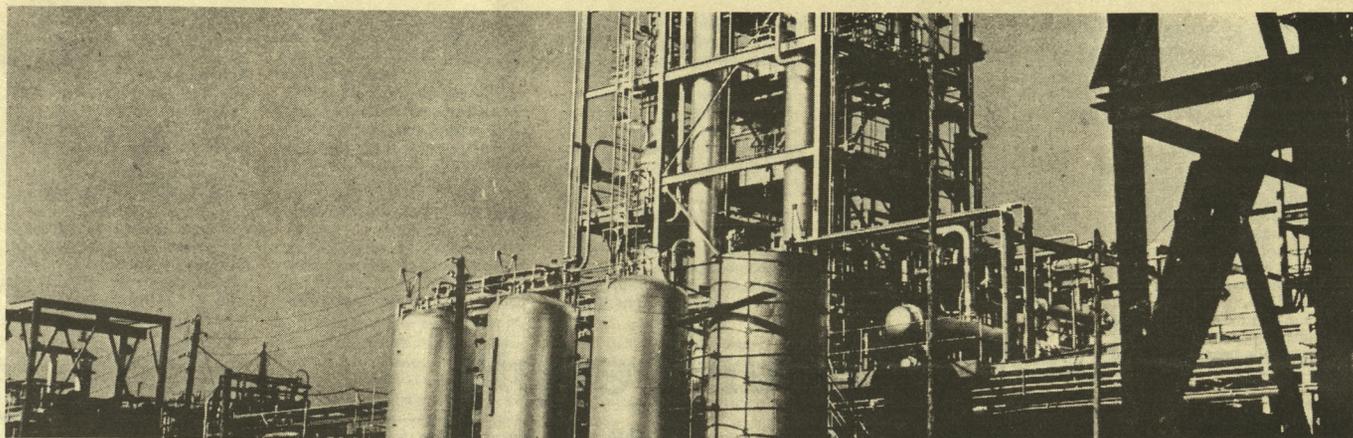
Mais il semble qu'un oubli a été fait par ces têtes pensantes de la rue de Rivoli. En effet, aucune mesure n'a été prise envers les larves galonnées, aucune restriction n'a été apportée au train de vie de ces automates étoilés, et pourtant il faut savoir que l'entretien de ces brigands nous coûte horriblement cher : chacun de nous verse annuellement une somme approchant les mille francs, et lorsque je dis « chacun de nous », c'est l'humanité tout entière qui doit passer à la caisse pour engraisser ces messieurs de la Défense nationale !

Certes, je ne vais pas vous dresser le tableau repoussant des frais occasionnés pour ces malandrins qui usent leurs galoches à arpenter, tous les 14 Juil-

let, la soi-disant plus belle avenue du monde ! Mais il faut tout de même savoir que la consommation, à des fins militaires, d'aluminium, de cuivre, de nickel et de platine dépasse la demande totale de ces minéraux en Afrique, Asie et Amérique latine réunies !

Au moment où le sieur Mauroy remet sur le tapis de la démagogie l'idée d'un service national à six mois, il est amusant de savoir que cette « grande faucheuse » occupe sur un globe ensanglanté une place estimée à plus de 500 000 kilomètres carrés ! Alors, comme tout bon citoyen, je tiens à dénoncer cette lacune et je m'étonne que nos chefs économiques n'aient pas pensé à serrer davantage le ceinturon du bidasse. Mais au fait, si un jour prochain le populo prenait la saine initiative d'envoyer à la poubelle, mesure d'hygiène et d'économie réelle, les politiciens de tous poils et les gus aux uniformes tachés, je crois bien que la sociale serait proche et qu'enfin nous pourrions dépenser nos pièces et notre énergie à l'émancipation de notre classe.

Roger
(groupe de Versailles)



ÉCONOMIE : ON ATTEND TOUJOURS UNE SOLUTION !

TROIS mois après la dévaluation du franc et la mise en place d'une nouvelle politique économique, où en est-on ? Le point est facile à faire. Pour cela, il suffirait de relire la collection de notre presse pour se rendre compte que ce que nous avions écrit se confirme régulièrement. La raison à cela en est bien simple : le pouvoir de gauche se trouve aujourd'hui confronté aux mêmes problèmes économiques que celui, hier, de droite. Pourquoi d'ailleurs ne le serait-il pas ? Le 10 mai, malgré la fête de la Bastille, ne fut pas pour autant une journée révolutionnaire. Alors, on voit mal comment ce gouvernement sortirait le pays de la crise dans laquelle celui-ci est englué sans prendre de grandes et radicales mesures de transformation sociale. Encore faut-il le vouloir !

Sans chercher, surtout pas, à défendre la « droite », il paraît évident que si des mesures sociales ne cassant pas le système existaient et portaient remède aux maux que nous connaissons, on ne voit guère pourquoi cette droite, vingt-trois ans au pouvoir, ne les auraient pas tentées. Peut-être que la gauche, avec toute la cohorte d'intellectuels qui la caractérise, trouvera le moyen de sortir du chapeau de prestidigitateur l'idée du siècle ?

Si nul n'est prophète, les libertaires ne se sont jamais trompés sur l'illusion que procure la démocratie parlementaire. Comme le dit une formule populaire qui traduit bien cette mystification : « Une moitié de Français emmerde l'autre moitié. » Cela, semble-t-il, se passe d'autres commentaires et, même avec un pouvoir de gauche, il faut des dupes. Ceux-ci sont parmi nous, c'est-à-dire parmi ce peuple qui travaille et qu'on exploite hardiment.

Nulle part le climat n'est favorable. L'INSEE, cet organisme combien sérieux et officiel, signalait que « le blocage des prix a perturbé les entrepreneurs, le climat psychologique et financier démobilise les chefs d'entreprises déjà découragés ». Les pauvres... Mais qu'on le veuille ou non, c'est une réalité. Comme le sont ces manifestations de régression des investissements, de la chute de la croissance, de la dégradation du commerce extérieur. A ce tableau, guère encourageant, nous devrions ajouter les problèmes qui pèsent sur le financement du budget social, vous savez ces financements de l'UNEDIC et de la Sécurité sociale. Les problèmes liés au blocage des prix et des salaires, mais aussi à leur sortie. Car, là aussi, ne nous berçons pas d'illusion : les mesures de blocage du 12 juin n'ont pas pour autant tari les sources de l'inflation.

Enfin, à ce noir tableau de la situation générale, il faut, pour être complet, signaler que Thomson, Rhône-Poulenc, PUK, CII-HB, ces groupes nationalisés, perdent de l'argent et si, comme prévu, l'Etat souhaite faire de ceux-ci les fers de lance

de notre puissance industrielle, il faudra bien, d'une façon ou d'une autre, les renflouer...

La notion d'héritage est une formule qui a toujours cours dans les allées du pouvoir. Certes, si on ne peut nier que des processus, des habitudes ne s'inversent pas aussi facilement et rapidement qu'on peut le penser, il faut appeler un chat un chat. La volonté politique d'un changement rapide et profond n'existe pas. Nombre de problèmes, qui sont des thèmes chers à tous les courants de pensée humaniste et socialiste, sont loin d'être réglés. La démarche électoraliste n'est pas absente du discours donné par le nouveau pouvoir et, c'est bien connu, les Français ont la mémoire courte...

Pour amuser l'opinion publique, on lance

sibiliser ») les mentalités à un effort national qui est, lui aussi, un leurre, politiquement parlant. Il est à craindre que, sous couvert de mutation, on justifie de nouveaux coups bas à l'égard des travailleurs et que l'on octroie des avantages aux entrepreneurs. Au nom de l'intérêt national !

Les nationalisations devaient être le moyen pour mettre en œuvre une grande politique industrielle. Ce moyen, l'Etat le possède aujourd'hui. Il reste à définir clairement cette politique qui devait casser les reins à l'inflation et au chômage. Sous couvert de « mutation industrielle », serait-ce elle ? Pourquoi pas. Pour qu'elle réussisse, encore faut-il trouver de l'argent... Cela peut se faire. Il s'agit de le prendre là où il est. « Y'a qu'à... », c'est

ne rouvrira pas les entreprises nationalisées à l'actionariat privé (sans droit de vote quand même !) ? Après la loi Monory, Delors entend laisser son nom à la postérité de l'épargne. Il prépare un projet de compte épargne d'actions qui sera, n'en doutons pas, le moyen de drainer de l'argent pour ceux qui voudront bien (et auront les moyens) de se laisser séduire.

Quelle que soit la façon par laquelle on cherche à appréhender les orientations gouvernementales, on se rend compte que les points forts d'une politique authentiquement socialiste, un à un, se trouvent soigneusement mis au rencart. Par peur, semble-t-il, de risquer un affrontement idéologique total et direct. Sur l'armée, l'armement, sur la question scolaire, la laïcité, sur l'information, le pluralisme, sur l'écologie, le nucléaire, etc., toutes les positions gouvernementales sont en retrait du programme initial. Il faut le faire !

Il est hors de question de s'éténuer à tirer sur un attelage qui ne veut pas avancer. Et puisque la gauche ne veut pas changer les mécanismes de fonctionnement du système actuel, comme la droite qui l'a précédée, elle ne peut que favoriser et proposer des solutions bâtarde d'impulsion et de stimulation économique.

Dans un monde qui vacille sur ses bases, où la lutte pour la survie a pris des dimensions internationales, la politique gouvernementale ne peut pratiquer que du replâtrage, parer au plus pressé sans pour autant modifier en profondeur les structures de l'économie de marché.

Tous les politiciens nous disent qu'il n'est pas possible de tout chambouler, que les mentalités n'y sont pas prêtes... Certes, mais à qui la faute sinon à tous ceux-là dont l'action politique reste une succession d'illogismes, à eux qui refusent au peuple les possibilités de sa propre prise en charge. Il existe des mots-tabous, et le mot « révolution » est de ceux-là. Pire que les mots « chômage » ou « misère ». Pourtant, quand on côtoie ces derniers, il y a peu pour comprendre que nous ne pouvons rien changer sans une transformation complète du système économique, sans une révolution anticapitaliste et antiétatique.

Retournez le problème comme vous le voudrez, il n'y a pas d'autre solution. Ou piétiner et s'embarquer dans la crise avec toutes les conséquences et scénarios politiques possibles que cela implique, ou jeter les bases d'une société libre, égalitaire et fraternelle, une société libertaire. Le reste n'est que comédie ou fumisterie.

Roland BOSVEIX

P.S. : selon le journal d'AZ, un missile français Exocet coûterait de 5 à 10 millions de francs. Il se vend bien auprès des pays du Tiers-Monde. Quelle chance pour la France, la lutte contre le chômage et la pauvreté ! (AZ, 20 h, le 11/9/82).

PROPOS RECUEILLIS DANS LA PRESSE ÉCONOMIQUE

Le système bancaire et financier international est en proie à la crise la plus importante de son existence. La liste des pays en difficulté est impressionnante. « Aux Nations-Unies, les 21 et 22 août 82, l'ancien président du Costa-Rica, Rodrigo Carazo, n'a pas hésité à déclarer : La dette que nous avons accumulée est largement supérieure à nos capacités de remboursement. Nous sommes face à un dilemme : Manger ou payer. »

Le 5 août, Raymond Dalio, président de Bridgewater Associates (cabinet de consultants économiques auprès de grandes banques américaines) affirmait que : Le système bancaire américain est dans la situation la plus grave depuis 1929... Les banques américaines — comme la plupart des banques au monde — ont beaucoup plus de créances irrécouvrables qu'elles ne veulent bien l'avouer.

« Dans Le Monde du 15 août, Christopher Hughes, spécialiste des euromarchés, écrit : L'euromarché traverse actuellement une crise sans précédent. Celle-ci a une ampleur telle qu'on peut s'interroger non seulement sur l'avenir de cet immense réservoir d'eurodevises qui abrite entre 1 500 et 2 000 milliards de dollars, mais aussi sur celui de tous les systèmes bancaires dans le monde. L'état virtuel de faillite de l'Amérique latine est une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête de la communauté bancaire internationale. Si l'on additionne les dettes extérieures du Brésil, du Mexique, de l'Argentine, ce sont environ 200 milliards de dollars que ces pays sont dans la quasi-impossibilité de rembourser aux banques commerciales. »

Personne, nous l'espérons, ne nous accusera ici de jouer les apprentis sorciers. Ces avis de spécialistes restent intéressants et nous confirment, si besoin est, dans notre volonté de changer à jamais des structures économiques et sociales.

de grandes idées de réformes. Les modalités d'application, elles, restent dans le plus grand flou. Les socialistes savent utiliser les médias et les techniques de communication. Mais cela ne saurait durer qu'un temps ! Les faits sont têtus, plus encore la logique économique capitaliste.

Dans l'esprit de cette démarche, ce n'est pas un hasard si depuis quelques mois, et surtout depuis que le superministre Chevènement a agrandi son ministère, on parle de « mutation industrielle ». Voilà une formule magique qui, sous son vernis technocratique, nous suggère de retrousser nos manches... pour ne pas rater l'avenir pardi ! Il s'agit d'imprégner d'autres diront plus hypocritement « sen-

d'une simplicité biblique... Mais comment puisque que la gauche, c'est une évidence, ne veut pas effaroucher le bourgeois ?

Prisonnier — volontairement — des mailles du système capitaliste, on ne voit guère comment les socialistes pourraient favoriser correctement la mutation souhaitée sans développer le déficit budgétaire ou/et sans favoriser l'épargne individuelle des Français. Favoriser l'épargne individuelle, encore une méthode de gouvernement qui ne cadre guère avec la théorie du socialisme. Bôf !...

Après avoir châté les actionnaires des groupes nationalisés (ils furent très correctement remboursés...), on rameute les épargnants. Qui peut nous assurer qu'on

IL faut malheureusement qu'éclate au grand jour la nouvelle effroyable d'un charnier pour que les gens s'émeuvent, et que certains se préoccupent du sort de ces peuples torturés, assassinés pour des intérêts économiques et politiques.

L'annonce du massacre dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila (Liban) nous prouve, s'il en était encore besoin, à quel degré de cruauté peuvent arriver des hommes imbus de préjugés moraux et embrigadés dans une doctrine (nationaliste, religieuse, philosophique, politique) qui, pour la majorité d'entre eux, sont contradictoires avec leur propre existence, leur propre condition sociale.

Les bourreaux de la milice chrétienne du major Haddad, parfait valet du gouvernement israélien, ont fait preuve d'une cruauté inimaginable dont les détails sont insupportables à entendre pour tout être humain mentalement équilibré.

Que peut-on attendre d'autre d'une armée, quelle que soit son étiquette ? Son rôle est de défendre les intérêts des exploités en maintenant l'ordre établi. Pour cela, elle endoctrine des individus par un entraînement et une discipline humiliante et un matriage psychologique qui leur inculquent des valeurs morales débilites et dangereuses (respect de l'ordre établi, soumission devant les supérieurs, fidélité à la patrie...). Ces êtres soumis sont capables d'exécuter n'importe quels ordres, même les plus barbares. L'armée française n'est pas différente des autres. N'a-t-elle pas tué un million d'Algériens pour défendre les intérêts des capitalistes français en Algérie ? Si demain la crise économique mondiale engendre, en France, d'importants mouvements de colère chez les travailleurs, sur qui tirera la soldatesque ? Sur les travailleurs ou sur les

patrons ? Réclamer et garder une armée, aujourd'hui c'est nourrir ceux qui demain seront nos bourreaux.

Ironie cynique, voilà qu'on nous présente Carter comme le vaillant et probe défenseur du peuple palestinien ; alors que l'Etat américain est le principal fournisseur d'armes de l'armée israélienne et que celle-ci ne serait pas entrée au Liban sans l'accord et la complicité de son allié.

L'Etat américain, ce fameux chevalier des droits de l'homme, est directement responsable du massacre du peuple salvadorien.

tiennes d'Haddad, sont les politiciens, les militaires, la bourgeoisie, les religieux fanatiques qui gouvernent Israël. Ce n'est pas le peuple israélien. Les manifestations de réprobation, de répulsion, en Israël, devant la prise de connaissance de l'horrible nouvelle, en sont un témoignage.

Pas plus que la France, que le Liban, que les Etats-Unis, que l'URSS, etc, Israël n'est une entité réelle. Car les Etats ne représentent pas un peuple uni, comme on veut nous le faire croire, mais des intérêts écono-

miques dans la géostratégie politique et économique des Etats-Unis et des puissances occidentales.

Le sionisme est une superstructure idéologique et religieuse dont les extrémistes inondent le pays et qu'il est important de prendre en compte pour comprendre la politique du gouvernement. Il prend vie aux mêmes sources que le nazisme : reconstitution du grand empire ancestral, supériorité de la race élue.

L'existence des travailleurs, producteurs agricoles et ouvriers israéliens n'est nullement incompatible avec celle des Palestiniens.

opresseurs, de ses bourreaux, n'a réellement trouvé sa liberté économique, politique et sociale.

Aucun car ils ont tous recréé des structures étatiques qui sont, de par leur nature même, coercitives, oppressives, humiliantes, et qui n'ont pas pour fonction d'être au service du peuple, comme on le prétend, mais au service d'une classe sociale ou politique dominante. L'OLP au pouvoir sera prête, demain, à utiliser tous les moyens pour le conserver et le consolider. Ce sont là les effets psychologiques que produit sur tous les individus ou groupes humains la puissance du pouvoir ou d'une parcelle de pouvoir.

La solution du peuple palestinien existe, elle est la même que pour le peuple israélien, libanais, français, américain, soviétique, etc. La liberté des êtres humains exploités, opprimés, se réalisera lorsque ceux-ci briseront tous les préjugés nationalistes et religieux, et détruiront tous les Etats. Quand ceux-ci reconstruiront la société sur les bases d'un ordre social dans lequel le pouvoir sera abolie, où régnera l'égalité économique, sociale, et la liberté individuelle. Une société où s'effectuera la gestion directe de la production par les travailleurs et la gestion directe de la commune par ses habitants, dans laquelle la coordination de toutes les fonctions économiques et administratives se fera sans hiérarchie, sans Etat, mais selon le mode du fédéralisme libertaire.

Cela n'est pas une utopie, mais la société anarchiste. L'utopie n'est-elle pas de croire que dans ce monde d'argent, de pouvoir, d'exploitation, d'oppression, de crimes, la liberté des travailleurs et la paix puissent exister ?

L'histoire encore proche nous a démontré qu'aucun peuple n'est à l'abri de la folie meurtrière qui régit la société actuelle.

José PELAEZ
(liaison Tournon)

Aucun peuple n'est hors d'atteinte des horreurs de Sabra et Chatila

Depuis le début de l'année, plus de trois mille cinq cents personnes ont été assassinées par l'armée salvadorienne qui est équipée par les Etats-Unis et qui est secondée par des conseillers militaires et politiques américains.

Voilà également que Brejnev est scandalisé par le charnier qui a eu lieu dans les camps de Sabra et Chatila. Est-il scandalisé par la guerre, non moins atroce, qui se déroule toujours en Afghanistan ?

Les responsables directs de la boucherie au Liban, qui a été exécutée par les milices chré-

miques, politiques et sociaux opposés. Or, l'Etat est toujours le garant des intérêts et des privilèges d'une classe sur les autres.

Les travailleurs israéliens sont maintenus dans une haine et une peur psychologique des Palestiniens et sont trempés dans un obscurantisme religieux qui permet aux dirigeants d'exercer leur pouvoir criminel. Et, de ce fait, ils laissent au gouvernement les mains libres pour faire jouer au pays la tâche assignée par les Etats-Unis, c'est-à-dire le « gendarme du Proche-Orient ». L'Etat israélien est un pion indispensable

à la géostratégie politique et économique des Etats-Unis et des puissances occidentales. Le sionisme est une superstructure idéologique et religieuse dont les extrémistes inondent le pays et qu'il est important de prendre en compte pour comprendre la politique du gouvernement. Il prend vie aux mêmes sources que le nazisme : reconstitution du grand empire ancestral, supériorité de la race élue.

L'existence des travailleurs, producteurs agricoles et ouvriers israéliens n'est nullement incompatible avec celle des Palestiniens.

L'ALLEMAGNE EN AUTOMNE

MIL neuf cent soixante-treize marque le début d'une longue crise propre au système capitaliste dans la majorité des pays occidentaux. Seule la RFA semblait mieux se tirer d'affaire. Aujourd'hui encore, si l'on considère le cours du change (1 DM = 2,85 FF), on serait tenté de croire qu'outre-Rhin l'économie est florissante, que « le pays a à sa tête des gens qui savent gouverner ! » Ce serait trop facile de juger du niveau de vie d'un pays en fonction de sa monnaie.

L'Allemagne fédérale est aussi en crise, non seulement économiquement, mais aussi socialement et politiquement, les trois aspects se tenant. Depuis le 1^{er} janvier 82, le gouvernement fédéral a imposé à la population une politique d'austérité qui ressemble étrangement à l'inspiration du gouvernement Mauroy en France. Politique d'austérité à sens unique, bien entendu ! Au cours des derniers « Tarifrunde » (accords tarifaires sur les bas salaires se discutant entre les partenaires sociaux), les syndicats réformistes de la métallurgie (IGMetal) et du bâtiment n'ont pas obtenu respectivement que 4,2% et 3,5% d'augmentation annuelle des salaires alors que la barre d'inflation se situe bien au-delà ! Pour mieux faire passer la pilule, une augmentation supplémentaire de 0,7% a été promise en octobre.

Les mesures d'austérité englobent également de sérieuses diminutions d'allocations et d'aides sociales diverses : réduction de 90 DM de l'argent de poche des personnes résidant dans des foyers pour vieillards, réduction de l'aide financière aux immigrés (de 85 DM elle passe à 70 DM). En outre, durant une année, il est formellement interdit aux immigrés de travailler, alors qu'ils espèrent justement trouver du travail en RFA ! Ils vivent parqués dans des camps aux règles très strictes, « afin de mieux protéger leur culture et leurs particularismes ». Diminution des allocations familiales pour les deuxième et troisième enfants, augmentation sensible des loyers.

Sur le marché du travail, la situation n'est guère plus réjouissante pour les demandeurs d'emploi (environ deux millions de personnes) et en particulier pour les jeunes, soit 200 000 individus. Les conditions d'obtention d'un emploi par l'Arbeitsamt (équivalent de notre ANPE) sont devenues draconiennes. Si au bout de quatre mois d'inscription le chômeur n'a toujours pas d'emploi, il sera contraint d'accepter n'importe quel travail qu'on lui proposera sous peine de se voir privé des aides. En outre, pour « toucher le chômage », il faut avoir travaillé une année complète durant les trois années précédentes. En cas de recyclage, les chômeurs ne toucheront plus que 68% du salaire (auparavant 80%), ce revenu étant, bien entendu, imposé !

Mais le marasme économique préoccupe moins les partis politi-

ques tout passionnés par les prochaines élections en 1983 au Bundestag (Parlement fédéral). Les deux blocs traditionnels s'affrontent : la CDU/CSU en la personne de Kohl, droite ultra-conservatrice, et la coalition SPD/FDP avec Schmidt, grand frère social-démocrate de Mitterrand. Un avant-goût de la bataille sera donné lors des élections, fin septembre, dans le Land de Hesse, bastion jusque là du SPD, mais dont les fondations semblent s'effriter. A tel point que Helmut Schmidt menace de démissionner si son parti perdant. Le sommet franco-allemand prévu initialement le 21 septembre a d'ailleurs été remis à plus tard. Cette dégringolade du parti au gouvernement serait due à la division des sociaux-démocrates face à l'implantation des fusées Pershing et face au nucléaire.

L'accélération du programme nucléaire et le déploiement intensif des forces militaires réussissent, malgré l'engourdissement social, à mobiliser les gens. Récemment, des manifestations ont eu lieu à Linger (site retenu), à Regensburg, Frankenburg et Kaisersesch contre le projet de zone de stockage « temporaire » de déchets nucléaires à Gorleben. Il est intéressant, à ce propos, de savoir qu'un accord secret autorise la livraison à la RFA (et à la France également) de lasers américains susceptibles d'être utilisés à des fins militaires pour la production de plutonium. Au mois de mai, de nombreuses manifestations ont eu lieu contre la foire militaire internationale de Hanovre (voir ML n° 449 du 17 juin 82). La RFA a adopté de nouveaux principes en matière d'exportation de matériel militaire. Auparavant, elle ne devait livrer aucune arme dans les « zones de tension ». Une formule plus souple stipule maintenant que les livraisons d'armes ne devront pas « contribuer à accroître les tensions ». En même temps, il conviendra de s'assurer que les armes et autres matériels serviront exclusivement à la défense des pays ou de la région de destination.

Enfin, il est remarquable de voir à quel point le système policier français s'inspire du modèle allemand. Les récentes déclarations de F. Mitterrand sur la lutte contre le terrorisme et le perfectionnement d'un fichier international informatisé s'appuient directement sur les procédés allemands. L'ordinateur central de Wiesbaden, siège du BKA (Bundeskriminalamt : office criminel fédéral) est un joujou alléchant. Ce même BKA a décidé, le 31 août dernier, de doubler la récompense pour toute personne qui fournira des renseignements permettant l'arrestation d'un des quatre terroristes de la Rote Armee Fraktion recherchés en RFA, soit 100 000 DM !

Délation, répression, oppression économique et sociale, l'Allemagne, modèle européen, reste une source d'inspiration intarissable pour la social-démocratie.

Martine (liaison Bas-Rhin)

MEXIQUE

Les crises du Mexique

AU mois d'août, le Mexique est entré d'un point de vue économique dans sa période la plus critique depuis les années 30. La dangereuse dépréciation du peso se mesure à la parité de 110 pesos pour un dollar US (nous précisons que l'an passé la parité était de 22 pesos par dollar US).

Evidemment, la gravité de cette situation déteint sur le travail humain, lui-même dévalué. Le niveau de vie du travailleur (des services, de l'industrie, de l'agriculture ou même de l'artisanat) a considérablement diminué. Quelques questions peuvent être posées à ce propos.

Quelles sont les causes de la crise ? Il faut parler des causes extérieures et intérieures. Pour les premières, on peut citer :

- l'augmentation des intérêts des prêts consentis par les pays industrialisés (surtout les États-Unis).

Pour les causes internes, on peut citer :

- l'incapacité notoire de l'administration publique à mettre en place des moyens pertinents ;
- une mauvaise utilisation des prêts consentis par le marché international de crédit.

Comment a commencé cette crise ? La crise a commencé par se manifester dans la balance des paiements du pays, c'est-à-dire qu'on achetait plus qu'on ne vendait. Logiquement, cela saigna le pays de ses devises. A ce moment, l'administration tenta l'impossible pour promouvoir l'exportation de produits mexicains. Il faut dire que le secteur privé a démontré son incapacité à exporter ses produits vers des marchés diversifiés.

Que peut-on faire ? Dans un premier temps, il faut connaître le degré réel de dépréciation du peso parmi les monnaies étrangères. On ne peut pas considérer comme une indication vraie la parité de 110 pesos avec un dollar. Nous savons très bien le rôle que joue la spéculation dans ce problème. Les spéculateurs réussissent à faire circuler des

rumeurs dans le but de faire acheter aux gens des dollars et, avec une telle demande, il est compréhensible que le prix du dollar grimpe au plafond.

Nous, anarchistes, nous moquons du fait qu'un dollar vaille mille ou cinq mille pesos. Ce qu'il nous faut empêcher dans la mesure de nos moyens, c'est la dépréciation du travail humain. Aussi, à notre avis, la lutte doit être menée sur trois fronts. Premièrement : abandon des luttes économiques et lutte orientée plutôt vers un rigoureux contrôle des prix ; deuxièmement : en cas de fermeture des entreprises, reprise immédiate des usines et commerces par les travailleurs, pour continuer à produire et à distribuer ; troisièmement : parallèlement, consolider les coopératives de production et de distribution, en liaison avec les syndicats, les quartiers, les villages.

Ces trois points peuvent être la base d'une véritable riposte populaire à la crise actuelle.

Notre action d'anarchistes, à court terme, ne sera pas de grande importance vu notre faible nombre. Cependant, nous sommes sur que notre alternative jouera un rôle considérable dans le futur.

Chantal et Omar Cortes



ITALIE

Groupes d'initiative anarchiste

CES derniers mois ont eu lieu de nombreuses rencontres entre les compagnons adhérents aux GIA, pour examiner les problèmes internes et extérieurs aux groupes. Ont été examinés surtout : la situation politico-sociale dramatique de l'Italie et la situation internationale, l'affrontement social en cours dans de nombreux pays opprimés par des dictatures politiques, économiques et militaires, les grandes injustices et la répression anti-populaire des systèmes démocratiques, l'incapacité des organisations politiques et syndicales à travers le chemin d'un vrai progrès social dans la liberté.

Dans ce cadre d'une extrême gravité, les compagnons des GIA constatent les graves dangers qu'un conflit guerrier entre États ferait courir à l'ensemble de la population mondiale.

Considérant les dramatiques moments que les peuples du monde entier sont contraints de vivre, les compagnons des GIA, partisans d'un anarchisme anti-autoritaire, retiennent que doivent être entreprises et développées des actions communes de tous les anarchistes italiens, qui suivent les orientations classiques du mouvement anarchiste en respectant les caractéristiques organisationnelles de chacun (groupes, cercles, fédérations).

En particulier, les initiatives de luttes antimilitaristes et contre la guerre, contre les mesures répressives des gouvernements, des partis et des patrons.

Pour cela, il faut faire des congrès unitaires du mouvement pour un travail concret (meetings, conférences, affiches...).

Pour ce qui concerne la fonction des groupes d'initiative anarchiste, les compagnons sont convaincus de son utilité, pour les activités de propagande et de défense des caractéristiques fondamentales de l'anarchisme.

GIA - Groupes d'initiative anarchiste



ITALIE

LIBERTÉ POUR MALDONADO

JOSÉ Carmelo Sbezi Maldonado, âgé de 33 ans, Argentin, électro-technicien, fondateur du Syndicat de la gomme dans la province argentine de Cordoba, membre en tant que représentant de son syndicat de la « Mesa de trabajadores en lucha » à Cordoba en 1972, se trouve en prison au Costa Rica.

Réfugié par la suite en Suède, à Stockholm, il a été militant de la solidarité avec les luttes pour la libération des travailleurs

argentins et latino-américains. A ce propos, en tant que représentant de la délégation suédoise du TYSAE (Travailleurs et syndicalistes argentins en exil), il participa à la deuxième rencontre européenne de ce même organisme, qui eut lieu à Turin. Il se déplaça, avec sa femme et ses enfants, à Costa Rica, sous l'accusation d'être responsable d'une base d'appui logistique du FFMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale) du Salvador. Il est soumis à la torture.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA COMMISSION DE RELATIONS DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES (CRIFA)

L'Internationale des Fédérations anarchistes demande aux autorités du Costa Rica de cesser immédiatement les tortures infligées au syndicaliste libertaire José Sbezi Maldonado et de le laisser partir pour la Suède, où il bénéficie du droit d'asile politique.

Umberto Marzocchi

MEXIQUE

NOUVELLES DU MEXIQUE

LA farce, montée et orchestrée par tous les partis politiques qui entendent continuer à sucer les mamelles de l'État, s'est achevée. Comme c'était à prévoir, le clown le plus en vue, désigné par le gouvernement, est sorti vainqueur.

Nous allons nous employer à signaler les accidents causés par des provocations préméditées. Nous allons nous contenter de dénoncer les frais occasionnés par la marche triomphale des élus, portés par l'enthousiasme des votants. Selon un détaché du gouvernement, le Mexique est habité par 72 millions d'habitants et, par personne, 2 613 pesos ont été gaspillés. Les communes contrôlées à 85% par le parti officiel (Parti révolutionnaire institutionnel) ont été obligées de donner — selon les partis de l'opposition — 2% de leur budget aux candidats de cette clique. En attendant, les travailleurs de la terre et les étudiants continuent d'être les victimes de la voracité patronale, de la répression gouvernementale et de la trahison de ses représentants. On doit insister sur cet aspect, puisqu'il est toujours utile de dévoiler les plaies purulentes qui dénaturent ces organismes qui devaient être au service de tous les exploités et opprimés : les syndicats.

Nous avons parlé, il y a quelque temps, de la grève menée par les travailleurs de ACER-MEX, de la trahison du secrétaire gé-

néral du Syndicat de l'industrie du fer, adhérent à la Confédération des travailleurs du Mexique (GTM). Son leader, Abraham Martinez, élu sénateur de la République sans l'avis des 1 400 ouvriers en conflit, a signé un contrat de travail avec l'entreprise « Groupe de Monterrey » qui brasse des millions de dollars. Les grévistes, avec plus de 140 jours de grève, soumis à des pressions, affamés, ont repris le travail avec la promesse qu'il n'y aurait pas de représailles. Mais les traîtres et les briseurs de grève, conjointement à la police, ont interdit l'entrée de l'usine à plus de 300 ouvriers, parmi lesquels se trouvaient les représentants de l'authentique comité des travailleurs, élus par l'assemblée des travailleurs. En cinq ans, les exploités de cette entreprise ont soutenu divers conflits, devant faire face à des séquestrations, des assassinats, des tortures ordonnées par le patron, avec la complicité des bonzes syndicaux, de l'ouvrier Arturo Cervantes et de l'ouvrière Marie-Esther Montiel.

L'inflation continue son ascension néfaste (37% selon les informations officielles, et cela contre l'économie des travailleurs.

Les millionnaires qui contrôlent et manipulent les syndicats à leur guise, se contentent de déclarations démagogiques avec pour seul but de semer la confusion, de soutenir les intérêts des patrons et du gouvernement, maître de la plupart des

industries importantes du pays.

En plus de cette situation créée par les truands du syndicalisme et de la politique, nous devons ajouter la répression et les disparus. Le quotidien *Un plus un* déclare : « Avec Fernando Chon, séquestré depuis le mois de mai, neuf étudiants ont disparu de l'École préparatoire populaire en un an, et la situation peut s'aggraver selon le Front national des avocats démocrates puisque, chaque jour, d'autres noms s'ajoutent à la liste.

Dans le même journal, le Mouvement d'unification et de lutte Triqui fait connaître une liste de plus de 500 Triquis assassinés, et des dizaines sont emprisonnés. Ils accusent les notables des villages, les compagnies forestières, et en particulier un nommé Iglesias du village de Jamiltepel. Ces compagnies continuent de séquestrer les Indiens.

Nous arrêtons là de peindre le triste tableau de notre pays « démocratique ». Le Mexique n'échappe pas à l'histoire répressive de l'Amérique latine. Certes, il n'arrive pas tous les jours des tueries comme celle de 1968, sur la place des Trois-Cultivateurs à Matelco ou en 1970 à Oaxaca, mais les États de Guerrero, Oaxaca, Hidalgo et Veracruz, pour ne citer que les plus touchés, sont fréquemment spectateurs et acteurs des insurrections contre les forces répressives envoyées par les autorités.

Francisco Carranza

NOAM CHOMSKY : IL EST RAISONNABLE D'ESPÉRER

LES 12 et 13 juin derniers, s'est tenu à Montréal, au Québec, le congrès de fondation de l'institut Anarcos, qui regroupe des écrivains, professeurs, chercheurs et éditeurs décidés à faire connaître et à propager l'anarchisme en Amérique du Nord. Une conférence publique, organisée sur le thème « les intellectuels et l'Etat », a connu un immense succès. L'un des orateurs, Noam Chomsky, universellement connu dans les milieux scientifiques pour ses travaux en matière de linguistique, et connu également au sein des milieux politiques pour sa sévère critique de la société américaine, a retenu l'attention des journalistes présents. Surpris par l'appartenance de Noam Chomsky au mouvement anarchiste, l'un d'eux s'est entretenu avec lui, pour le quotidien *Le Devoir*, et nous reproduisons ici cet entretien, d'une valeur exemplaire.

— **Question** : Quelles sont les motivations profondes qui ont inspiré et guidé vos pas sur le plan intellectuel, tant en ce qui concerne vos goûts théoriques que vos opinions politiques ?

— **Noam Chomsky** : La source première de mon intérêt pour l'analyse du langage me vient du désir que j'ai toujours ressenti pour élucider les principes qui gouvernent nos facultés de penser et d'agir. J'ai toujours souhaité comprendre comment, à partir de structures mentales essentiellement ancrées dans les bases biologiques, les êtres humains parviennent à construire des systèmes extrêmement complexes, des pensées et interactions sociales.

Fasciné par cet extraordinaire pouvoir d'abstraction de l'esprit humain qui va jusqu'à le rendre apte à créer des êtres mathématiques, j'ai voulu analyser le langage, non pour étudier les phrases et les règles qui régissent sa formation, mais pour savoir comment deux personnes peuvent, à partir d'un nombre restreint de moyens linguistiques, créer et comprendre une infinité de phrases grammaticalement bien construites et parvenir ainsi à échanger leurs idées les plus complexes.

— **Q.** : Mais, hormis ces mobiles intellectuels, n'avez-vous pas été également sollicité par des préoccupations sociales concrètes plus immédiates ?

— **N.C.** : Franchement, je ne sais pas. Mais peut-être avez-vous raison, car je suis conscient que mes idées anarchistes et mes implications sociales sont très antérieures au moment où j'ai entendu parler de linguistique pour la première fois. J'avais à peine douze ans quand j'ai commencé à être sensibilisé aux questions sociales et politiques. J'habitais à New York, à cette époque, et je fréquentais une agréable librairie anarchiste. Devant la pauvreté, l'ignorance et la violence qui régnaient autour de moi, je me devais de chercher une bonne théorie sociale et explicative. Je ne pensais pas pour autant avoir épuisé là ma passion pour toutes les questions relatives à l'activité linguistique. S'il existe un lien, il est très indirect et je ne saurais l'identifier.

De la même manière, aujourd'hui, en ce moment où je me trouve en parfaite adhésion, très consciemment, à la fois avec mon activité scientifique et avec mon militantisme politique, je ne vois que des liens très étroits entre les deux. Non pas à un niveau très abstrait, mais au niveau de la méthode rationnelle des questions et du raisonnement que j'applique nécessairement à toutes mes activités de recherche, d'analyse et de réflexion.

Je dirai aussi que je refuse de lier mon travail de linguistique à mes analyses des questions publiques et d'idéologie pour ne pas contribuer à l'illusion qui veut que toutes ces questions exigent des connaissances spéciales pour être comprises. Je crois, au contraire, que pour l'analyse d'idéologie, il suffit de regarder les faits en face et de les examiner à la lumière d'une certaine conception de la nature humaine et de ses nécessités fondamentales. Les positions que nous défendons sont essentiellement déterminées par les valeurs que nous privilégions. Les intellectuels ne doivent pas se substituer aux citoyens ordinaires pour expliquer et interpréter les faits sociaux. Quiconque réfléchit et tente de se soustraire au système de propagande idéologique du pouvoir se rendra compte de la transparence des faits et comprendra que la distorsion qui lui est

imposée est produite pour défendre les intérêts d'une classe et non pour rendre compte des événements.

A cause de cela, je prête beaucoup de soin à ne pas donner l'impression que ma formation spéciale me donne une puissance d'analyse supérieure à celle de la majorité des gens. De fait, c'est ce que souhaite faire voir l'intelligentsia et c'est ce que je dénonce. Prétendre à la difficulté de ces questions fait partie de l'illusion répandue par le système de contrôle idéologique dans le but de persuader le peuple qu'il n'est pas apte à comprendre sa réalité sociale et, par conséquent, à la gouverner.

— **Q.** : Vous dénoncez en effet avec beaucoup de virulence la collusion de la grande majorité des intellectuels avec le pouvoir. Vous montrez, à l'aide de nombreux exemples, que leurs analyses manifestent un degré incroyable d'uniformité idéologique.

— **N.C.** : En effet, la classe intellectuelle américaine s'éloigne très peu d'une variante de l'idéologie capitaliste d'Etat, qui est infailliblement conservatrice ou libérale. Par exemple, qu'il s'agisse de la guerre du



Noam Chomsky

Vietnam, des nombreux coups d'Etat qui ont eu lieu en Amérique latine, des conflits du Moyen-Orient, ils ne mettent jamais en cause le droit des Américains à intervenir dans les affaires des autres nations. C'est à peine si les plus libéraux se permettent parfois de critiquer certains abus ou certaines erreurs tactiques. Par exemple, aucun d'entre eux ne s'est opposé à la guerre du Vietnam avant 1968, et non pour critiquer la guerre, mais parce qu'elle commençait à coûter très cher.

— **Q.** : Vous n'hésitez pas à comparer le système américain au système soviétique et dire que le premier n'est pas plus démocratique que le second. N'est-ce pas là une thèse très difficile à soutenir ?

— **N.C.** : Si. Nous ne voulons pas voir ce qui, de toute évidence, est clair, à savoir les méthodes diamétralement opposées, permissives d'un côté et coercitives de l'autre, qu'emploient les deux sociétés pour opérer un contrôle idéologique. De plus, loin des apparences, au niveau des conséquences, les deux systèmes se révèlent aussi totalitaires l'un que l'autre. Ce sont deux systèmes de pouvoir bureaucratique et technocratique qui, en tant que superpuissances de force égale, deviennent complices dans l'oppression. Toute la stratégie de la guerre froide, par exemple, part du postulat qu'aucun adversaire ne souhaite l'anéantissement de son ennemi, la menace n'ayant valeur que de menace, c'est-à-dire pour signaler que le seuil critique a été atteint. La dissuasion fait des ennemis effectifs des partenaires qui, en toute complicité, se partagent le

monde. Ainsi, le système de la guerre froide est hautement fonctionnel pour chacune des deux sociétés. C'est ainsi que le pouvoir soviétique invoque la menace de l'impérialisme américain pour envahir l'Afghanistan et que le pouvoir américain brandit la menace du communisme pour intervenir en Amérique latine. Ensuite, voyez, quand les Américains interviennent au Guatemala, au Honduras, au Salvador, pour garantir un certain ordre d'ensemble, c'est-à-dire pour servir les intérêts des multinationales qui exploitent les terres agricoles, ce sont des milliers d'enfants qui sont privés d'alimentation.

De la même manière, à l'intérieur du pays, les pires pratiques anti-démocratiques sont des choses courantes. C'est aussi l'emploi de la violence. En fait, c'est seulement contre les classes moyennes blanches que ne s'exerce jamais la violence de l'Etat. Tous les mouvements minoritaires subissent cette violence lorsqu'ils protestent. La fonction fondamentale du FBI n'est pas de lutter contre le crime. Un examen de la répartition de son budget montre qu'il consiste à neutraliser et, si nécessaire, à détruire les mouvements de contestation. La répression exercée contre le mouvement des Panthères noires et, entre autres faits, l'assassinat de l'un de ses chefs, Fred Hampton, révèlent des méthodes comparables à celles de la Gestapo.

— **Q.** : Dans votre conférence, vous avez multiplié ce genre d'exemples. ne sont-ce pas là des faits connus ? Que voulez-vous démontrer ainsi ?

— **N.C.** : Les faits sont connus de façon diffuse et dispersée. Ils sont toujours considérés comme accidentels. Je veux démontrer, au contraire, qu'ils sont la substance même de notre système culturel et idéologique, basé en totalité sur le mensonge. Ensuite, je crois que seule la vérité peut fonder une société libre. La liberté ne se sépare pas de la vérité. C'est précisément pour dénoncer le mensonge et inculquer le désir de vérité que j'ai pris position politiquement.

— **Q.** : Et pourquoi dans le mouvement anarchiste ?

— **N.C.** : Premièrement, parce que sur le plan moral j'adhère à ses principes généraux. Je crois que les êtres humains doivent pouvoir jouir d'une liberté absolue d'expression et d'action pour réaliser pleinement leur être. Ils doivent pouvoir agir selon leur conscience. Ensuite, l'anarchisme oblige à prendre position personnellement, il préconise l'élimination de toutes les structures hiérarchiques de contrôle et de domination. Il entraîne une autorégulation rationnelle de l'organisation sociale, qui rend inutiles tous les appareils de contrôle de l'Etat. Enfin, parce que sur un plan plus politique, il est actuellement le seul mouvement qui accepte de voir que le totalitarisme constitue le fait fondamental de notre époque et que, par conséquent, il essaie de penser ce fait, de le comprendre et, de cette façon, de mettre en œuvre les moyens les plus efficaces pour le combattre.

— **Q.** : Est-ce que, dans la conjoncture actuelle, vous pouvez avoir quelque espoir de transformation sociale ?

— **N.C.** : Certainement. D'abord parce que les gens sont de plus en plus mécontents de la politique gouvernementale et qu'ils n'adhèrent pas aveuglément aux justifications idéologiques du système. Ils ne croient plus, par exemple, que les Etats-Unis sont les chiens de garde de la liberté et qu'ils doivent intervenir partout dans le monde. Pour cette raison, l'administration Reagan échoue dans sa tentative de restauration de la puissance militaire. Ce phénomène indique qu'un changement très significatif s'est produit dans la mentalité du peuple.

Un autre phénomène également intéressant et porteur d'espoir est la multiplicité des organisations qui naissent pour aider les gens à prendre leurs affaires en main, sans qu'ils aient besoin de former des partis politiques qui ne feraient que lutter sur le terrain où s'exerce la répression, et seraient ainsi rapidement étouffés. Ce phénomène est actuellement à la base de changements encore invisibles, mais qui minent le pouvoir d'Etat.

Oui, je crois qu'il est raisonnable d'espérer.

Traduit d'« El Combate sindicalista »

=====
souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.
=====

EN VENTE A PUBLICO

Bandes dessinées

En avant vers de nouvelles aventures (dix années de luttes populaires 70-80) 50 F

Dessins humoristiques

L'Assiette au beurre 40 F
La Coupe déborde Videla ! 10 F

Journaux anciens — Revues

Crapouillot mars 66 (élections présidentielles) 25 F
Crapouillot juillet 65 (le 14 Juillet inconnu) 25 F
Quelques études sociales, Docteur Pierrot 10 F
Les Bulgares parlent au monde 4 F
L'URSS, Zemliak 10 F

Livres

Articles politiques, Malatesta 10 F
Mémoire de prison d'un anarchiste, Berkman 15 F
La Révolution par les Cosaques, Coeurderoy 75 F
La Révolution espagnole, Bolloten 20 F
Testament phonographe, Léo Ferré 45 F

SÉLECTION RADIO/T.V.

L UNDI 21 septembre à 23 h : les journalistes de TF1 dernière ont commenté l'allocution télévisée de François Mitterrand consacrée à l'envoi de troupes françaises au Liban. Aucun d'eux, bien sûr, n'a signalé le fait que la France et l'Italie ne font en cette affaire que de servir de caution morale aux Etats-Unis. Depuis Yalta, la France n'a plus de politique étrangère indépendante. Nos journalistes ne semblent pas encore s'en être aperçus. Au cours du même journal télévisé : intervention de M. Ibrahim Sous (OLP) et M. Wally Joumbliatt (clan druze et leader d'une gauche [sic] libanaise) dénonçant, avec juste raison, le terrorisme israélien. Mais on aimerait leur rappeler, pour M. Sous, que des parents pleurent toujours à Kyriat Schmonet leurs dix-sept enfants assassinés par l'OLP (entre autres) et qu'en mars 77, après l'assassinat de son père, Kamal, M. Wally Joumbliatt a fait massacrer cent cinquante-sept chrétiens dans les villages du Chouf. Renseignements pris, après, on a découvert que Kamal avait été tué par les Syriens. Dans la maison d'un pendu, il n'est pas d'usage de parler de corde. Pour certains hommes, en matière d'horreur terroriste, la pudeur et le silence nous semblent de règle.



RADIO

— **France-Culture** : le 2 octobre à 14 h 05 : *La société anglaise et ses mythes*. La décomposition accélérée (?) de l'Angleterre traditionnelle.

Du 4 au 10 oct. à 8 h : une série consacrée à Büchner, écrivain touche-à-tout génial, mort à 23 ans.

Le 4 oct. à 20 h : *Et puis ?* Une émission poétique avec Jean-Roger Caussimon.

Le 5 oct. *Les dictatures sont-elles mortelles ?* Nous, on répond : oui !



TÉLÉVISION

— **TF1** : le 30 sept. à 22 h 10 : *Le Langage des chefs*. Pour la première fois, à la télé, on va essayer de démystifier ceux qui prétendent être de la race des chefs.

Le 1^{er} oct. à 19 h 05 : *L'Âme des poètes*. Pierre Bachelet démontre que la poésie est bien vivante dans l'âme des jeunes chanteurs français.

Le 1^{er} oct. à 22 h 40 : *Le Silence d'Yves Tanguy*. A la mémoire du jeune peintre surréaliste américain.

Le 3 oct. à 20 h 35 : *Gatsby le magnifique* (1973), de Jack Clayton, d'après Scott Fitzgerald. La reconstitution des années folles à New York.

— **A2** : le 20 sept. à 15 h : *Gervaise* (1956). Le classique de René Clément. Pour une fois, Zola n'est pas trahi.

Le 1^{er} oct. à 23 h : ciné-club : *Les Amants crucifiés*, de Mizoguchi. Tourné un an après les *Contes de la lune vague*, lion d'argent au festival de Venise, ce film a été qualifié de « perfection de la perfection ».

Le 2 oct. à 17 h 50 : les carnets de l'aventure : *Les Indiens montagnais*. Les derniers Algonquins.

Le 5 oct. à 20 h 40 : suite de la précédente émission, dans le cadre des dossiers de l'écran : *Les Chiens* (1979), d'Alain Jessua.

Le 6 oct. à 14 h : *Si ça n'avait pas été l'Everest*. La première hivernale, en 1980, du sommet du monde.

Le 6 oct. à 17 h 45 : *Terre des bêtes*. Enfin une émission contre cette barbarie, la chasse.

— **FR3** : le 30 sept. à 20 h 35 : *Trams étroitement surveillés*, de Jiri Menzel, cinéaste tchèque. A découvrir.

Le 2 oct. à 20 h 30 : *Fort comme la mort*, d'après Guy de Maupassant, réalisé par Gérard Souchan, adapté par Jean-Louis Comolli.

Le 3 oct. à 20 h 30 : une série de cinq émissions : *De la démocratie en Amérique*. Nous ne savons pas si la démocratie est de règle aux Etats-Unis, mais nous sommes au moins certains que ce n'est pas une denrée d'exportation.

Le 5 oct. à 20 h 30 : *Le Triangle à quatre côtés*, de Gegauff et Lubchansky. Dédoublément de personnalités, poésie, imaginaire.

Dix heures

pour

Radio-Libertaire

En collaboration avec les animateurs de Radio-Libertaire, la Confédération nationale du Travail espagnole de l'extérieur (CNTE) organise :

Les dix heures

pour Radio-Libertaire

Le dimanche 3 octobre de 10 h à 20 h, au 33, rue des Vignoles, à Paris 20^e (métro Buzenval ou Avron).

Le matin, meeting : les animateurs parleront de Radio-Libertaire, de son fonctionnement et de sa détermination à vivre.

A partir de 14 h, partie artistique avec :

- 14 h 15 h : Jacques Florencie chante Gaston Couté ;
- 15 h à 16 h : Claire et Pascal Genneret, chansons libertaires ;
- 16 h à 17 h : Daniel Vachée, *Le Gosse, Mon père* et de nouvelles chansons ;
- 17 à 18 h : Higinio Mena, chanteur argentin ;
- 18 à 19 h : Serge Utgé-Royo qui prépare un nouveau disque.

Tout au long de cette journée de soutien à Radio-Libertaire, il y aura des livres et des disques aux tables de presse de la CNTE et de Publico, avec bien sûr les bons de soutien, badges, tee-shirts, cartes d'auditeurs, etc. La seconde partie de la tombola de Radio-Libertaire sera tirée ce jour-là.

La participation à l'entrée est laissée au libre choix de chacun.

CNTE et Radio-Libertaire

SPECTACLE

PATRICK FONT

I L nous est revenu, plus en forme que jamais, et c'est pas triste... Qui ça ? Patrick Font, bien sûr. Où ça ? A la Gaîté-Montparnasse.

Il est là avec la troupe du chalet, de jeunes comédiens, ni bêtifiants, ni cabotinants, des jeunes qui veulent et savent « faire du théâtre », et le public marche.

Patrick Font et la Troupe du Chalet font œuvre de « salubrité publique » avec leur spectacle, *Panique au Centre culturel* qui dénonce féroce la culture (avec un Q comme...) et ses « curés new look ».

Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des nouveaux lieux saints que sont les lieux culturels, au moins à la Gaîté-Montparnasse, ça bouge, ça vit, bref, encore un spectacle qui n'aura pas de subvention !

Jusqu'au 16 octobre, 26 rue de la Gaîté, à 22 h, relâche le dimanche, réduction en semaine pour les auditeurs de Radio-Libertaire sur présentation de la carte.

Jocelyne FONLUPT

SPECTACLES



• Seuls en scène

Sapho, « Orient-Express rock », à la Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14^e, le soir à 20 h 15.

Patrick Font et les élèves de son école parallèle, à la Gaîté-Montparnasse, jusqu'au 16 octobre, le soir à 22 h (même adresse que ci-dessus).

Philippe Val, jusqu'au 6 octobre, au cabaret « Les Faux Nez », à Lausanne (Suisse).

• Théâtre

La Vallée de l'ombre de la mort, d'après Malcolm Lowry, au Théâtre artistique athévains, 45, bis, rue Richard-Lenoir, Paris-11^e, le soir à 20 h 30. Jusqu'au 17 octobre.

Le Voyage immobile, de Martin Provost, au studio d'Yvry, 21, rue Ledru-Rollin, 94200 Ivry. Le soir à 20 h 30.

SPECTACLE

Sol, alias Marc Favreau

I L vient du froid, mais il porte un nom de soleil.

Il fait l'arlequin, mais son rôle est auguste. Il ne parle que de sujets graves (l'économie, la pollution, la famille), mais il fait se tordre de rire les spectateurs. En un mot comme en mille, il s'agit de Sol, qui brûle les planches à la Potinière depuis le 16 septembre. Pendant deux heures, le public, effaré, constamment surpris, subit une avalanche de textes franco-québécois où le langage est soumis à une torture savante et drolatique.

C'est ainsi que Sol, quand il a des problèmes de comportement, va consulter sa psychologue et découvre qu'il est plus

facile, en famille, d'élever la voix que d'élever ses enfants.

D'autres, avant lui (Raymond Devos, Romain Bouteille, Boudjenah, etc.) ont exploité cette voie du comique de l'absurde, mais il s'y révèle l'égal des grands. Le jour de la générale, la salle était remplie et le public ravi.

Sol nous semble bien parti pour une longue carrière. *Je ne m'égalomane à moi-même* devrait tenir l'affiche plusieurs mois.

Y.P.

Théâtre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris. Soirées : 20 h 45 (relâche dimanche et lundi). Matinées : 15 h et 18 h 30.



Sol

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Vendredi 1^{er} octobre (12 h 30-18 h 30) : Luc Romann et Daniel Vachée.

• Samedi 2 octobre : soirée service sur l'union libre (légitimation de l'enfant, impôts, etc.), avec un avocat pour invité.

• Mardi 5 octobre (12 h 30-18 h 30) : Gilles Levesque et Nino Ferrer (sous réserve).

La rubrique du roman noir reprend tous les 15 jours, les mercredis de 19 à 20 h : le 6 octobre, le 20 octobre, le 3 novembre.

De 18 à 22 h, chaque samedi, vous retrouverez : « Cause pas, t'éclabousse ».

Au Liban comme ailleurs, chaque fois qu'une armée pénètre quelque part pour empêcher des désordres, la tache de sang s'élargit !

Une semaine dernière, la presse internationale évoquait les massacres de Beyrouth en utilisant une information fournie par la propagande du gouvernement d'Israël ou dispensée au compte-gouttes par les services de presse des armées qui déchirent le pays. Le gouvernement « légal » du pays se taisait ! Aujourd'hui, grâce aux correspondants de presse israéliens et occidentaux, nous sommes un peu mieux renseignés sur le processus qui aboutit à une des tueries les plus abjectes de l'histoire et qu'on peut résumer en quelques lignes !

Aussitôt le départ des Fédayins, l'armée israélienne pénétra dans Beyrouth ouest pour en chasser les derniers Palestiniens « restés pour continuer la lutte armée », c'est du moins ce que prétendra une espèce d'abruti, lieutenant d'Arafat, en gesticulant au nord de Tripoli ! Dès lors, le drame se noue ! Les Israéliens désarment les Libanais de gauche qui, dans une certaine mesure, auraient pu protéger les camps de Sabra et de Chatila, et encerclent les agglomérations de réfugiés. Ils sont là, ont-ils prétendu, pour protéger les populations civiles. C'est alors que pour nettoyer les camps de leurs derniers défenseurs, ils font appel aux chrétiens libanais ! Une bavure ? Une folie ? Non... un crime ! Chacun sait que l'assassinat de Bechir Gemayel a monté les esprits, que les Libanais gardent le souvenir des chrétiens égorgés à Damour, des musulmans égorgés à Tal-Al-Zataar, qu'ils ont une haine atroce des Palestiniens qui, pendant sept ans, ont régné en maîtres à Beyrouth et imposé leur loi. Pendant trois jours, le massacre se déroulera sous les yeux des Israéliens qui ne veulent pas se mêler des affaires des Libanais ! L'armée israélienne pouvait empêcher ce massacre, c'est certain !

Shaon s'est justifié en s'écriant : « A Sabra, ce sont des Libanais qui ont égorgé des femmes et des enfants. » Déjà, il y a deux mille ans, un certain Pons Pilate se lavait les mains en toute conscience. Nous savons qu'au Liban, ce sont les supplétifs qui sont chargés des besognes dégueulasses qui risqueraient de remettre en question l'« honneur » de l'armée, et les politiciens juifs ont couvert le massacre des camps ! Ils ne portent pas seulement la responsabilité de « non-assistance à personne en danger », mais celle de complicité objective.

Mais voyons d'un peu plus près cette immense clameur qui s'est élevée de par le monde lorsque cette boucherie fut connue. En France, des consciences « délicates », comme celle de M. Andrieux de *L'Humanité*, se sont senties atteintes ! Ils nous l'ont dit avec des trémolos dans la voie, et alors on a eu envie de leur crier : pas ça, pas vous ! Lorsqu'on tue de par le monde, vos clameurs sélectives entre les bons et les mauvais massacrés, entre les bons et les mauvais massacreurs nous font horreur ! On a également envie, lorsque les gouvernements mêlent leurs voix à la réprobation universelle de leur demander : croyez-vous, messieurs, que votre indignation sur les Oradour du Liban pourra faire oublier les Oradour du Vietnam, d'Afghanistan, d'Algérie, et effacer les taches de sang qui maculent encore vos visages ?

Et d'ailleurs, nous savons bien qu'aussi effroyables aient été les massacres dans les camps de Sabra et Chatila, ce ne fut qu'un épisode d'une tragédie qui vient d'au-delà des ambitions politiques de ces familles féodales, les Gemayel ou les Joumbblatt, massacreurs de droite ou massacreurs de gauche, des ambitions politiques et géographiques d'Israël ou de la Syrie, des vues impérialistes sur la



région de leur patron, les Etats-Unis ou l'URSS. Ce qui ronge le Liban, c'est un chancre greffé sur l'humanité par vingt siècles d'abrutissement des populations pauvres et démunies par des mythes ridicules et sanglants.

Il est ainsi des contrées qui sont à la fois des carrefours et des goulets. Cette bande étroite de terres fertiles surplombées de montagnes somptueuses, qui longe la Méditerranée de la frontière turque à la frontière égyptienne et où sont inclus la Syrie, le Liban et Israël, est de celles-là ! Route des épices au Moyen-Age, après avoir été celle des invasions d'Alexandre, elle est devenue celle des terminales du pétrole ! De tout temps, ces terres furent submergées par des religions, des nationalismes, des intérêts économiques, des nécessités stratégiques ! Tout ce qui a servi au cours de l'histoire à morceler les peuples, pour les réduire à la crainte-panique devant l'irrationnel, pour alimenter la folie mystique des grands, pour remplir les poches des bourgeois, pour alimenter les pauvres rêves des miséreux, tout ce qui fut le pourrissoir des civilisations est venu buter contre ce rocher neigeux qui domine Beyrouth avant de se déverser vers Jérusalem où les hommes et leurs mythes se sont enlisés. Et lorsque le monde s'est détourné pour parcourir d'autres étendues, les mythes

ont cuit dans leur jus entre Jérusalem et Beyrouth, les hommes se sont fractionnés en autant d'Eglises qu'il existait de prophètes au crâne fêlé, en autant de clans qu'il existait de roitelets pour fractionner le pays en principautés, en autant de villes somptueuses qu'il existait de commerces dignes de remplir les poches du bourgeois de Venise, de Gênes ou de Marseille.

A l'origine, on s'était écharpé au nom de Jésus et d'Allah, au nom du sultan ou de l'empereur, on s'écharpera par la suite entre les seigneurs fondateurs d'un château et entre des prétaillons fondateurs d'une église, pour se massacrer aujourd'hui entre Gemayel, potentat et milliardaire de droite, et Joumbblatt, potentat et milliardaire de gauche, entre Begin et Arafat, petits tyrans de la région qui ne tirent leur importance que de l'effroyable puissance de destruction de leurs patrons qui peuvent, simplement, en appuyant sur un bouton, faire sauter la planète.

Le Liban est une plaie purulente dans laquelle viennent se déverser toutes les pourritures secrétées par les sociétés policées et qui sont leurs armées, leurs religions, leurs hiérarchies, leurs morales de justification, leurs instincts de domination. Regardons bien ce Proche-Orient voué au paroxysme de tous les abcès qui nous rongent, c'est l'esquisse de ce que

furent nos commencements à l'époque dite de la sauvagerie, ça pourrait bien être une préfiguration de ce qui nous attend lorsque la faim et la guerre auront exaspéré les passions qui rongent l'humanité.

Les juifs, ancêtres de tous les frocards qui ont parcouru la Palestine, reprennent à leur compte toutes les rêveries malades de l'Ancien Testament, les Arabes celles qui poussa Saladin à s'approprier tout le rivage de Tripoli à Gaza. Piraterie et légendes se fondent pour ensanglanter toute la contrée !

Des solutions, il n'y en a pas ! La force multinationale ne résoudra aucun des problèmes qui opposent les clans dans une lutte sans merci. Si elle est contrainte à son tour de s'implanter pour empêcher les massacres, alors, comme l'armée syrienne il y a sept ans, comme l'armée palestinienne hier, comme l'armée israélienne aujourd'hui, elle deviendra la cible de tous les terrorismes, l'opprobre de tous les « patriotes » de douar, et, invitée comme les autres pour rétablir l'ordre et acclamée par le peuple, elle se retirera comme elles sous les injures. Il ne peut pas en être autrement car, au Liban comme ailleurs, chaque fois qu'une armée pénètre quelque part pour empêcher les désordres, la tache de sang s'élargit.

Maurice JOYEUX

Jusqu'ou ?

jusqu'ou ?

DANS le dernier numéro du *Monde libertaire*, imprimé après l'assassinat de Bechir Gemayel et avant les massacres de Beyrouth et la décision des italo-franco-américains de retourner au Liban, nous écrivions nettement que l'enchaînement infernal de la violence n'allait pas s'arrêter. Nous ne pensions pas être, hélas, aussi bons prophètes.

La hâte avec laquelle la fameuse force internationale d'interposition avait quitté le Liban nous avait paru suspecte à l'époque. Les Américains se retrouvent de nouveau en première ligne, les Italiens et les Français (pourquoi eux, et pas les Anglais par exemple...) n'étant là que pour la figuration. Il ne restera plus pour eux (malgré eux ?...) qu'à s'installer entre la Syrie et Israël pour que Menahem Begin ait atteint son but : assurer à son pays des frontières sûres, sinon reconnues, grâce à la présence physique des GI. Il faut sûrement chercher par là la cause de l'épouvantable tuerie de Sabra et Chatila. La raison d'Etat a encore primé sur la vie des hommes. Ce n'est pas une découverte pour les anarchistes, mais une raison supplémentaire pour nous obstiner à proposer à nos contemporains, même apparemment à contre-courant de l'histoire toute chaude, des solutions qui excluent les fanatismes nationalistes et religieux.

Yves PEYRAUT

Jusqu'à quand ?